

Options sur actions

Options sur obligations

Options sur indice

# CAP SUR LE FUTUR

Options sur contrats à terme sur taux d'intérêt

Contrats à terme sur taux d'intérêt

Contrats à terme sur indice

Contrats à terme sur actions



## PROFIL

Il règne une longue tradition d'innovation à Bourse de Montréal Inc. Toute première bourse canadienne à inscrire les options sur actions en 1975, elle s'est par la suite démarquée par la mise en place d'un important marché à terme. C'est ce dynamisme qui fait de la Bourse une place boursière spéciale, et spécialisée, par surcroît. Aujourd'hui et par suite de la restructuration des bourses au Canada, elle s'impose comme la Bourse canadienne de produits dérivés®. En plus d'offrir à tous les investisseurs des outils de gestion financière et de risque adaptés aux besoins du marché, elle propose des services financiers intégrés allant de la négociation électronique à la compensation, en passant par la formation, l'information de marché et la réglementation.



Jacques O. Nadeau

Trois cent soixante-six jours de travail et d'effort ne se décrivent pas en quelques lignes. Et cela, encore moins lorsqu'ils coïncident avec le début d'une période de mutation profonde qui s'échelonne dans le temps et qui ne verra son accomplissement qu'après plusieurs mois, voire quelques années, de persévérance. C'est cet esprit en fait qui règne au cœur de l'entreprise. Toutefois, en dépit de l'ampleur de la tâche, chaque membre du personnel continue de mettre tout en œuvre afin de mener Bourse de Montréal Inc. un peu plus loin et d'en faire une entreprise en pleine croissance et d'envergure internationale.

Aujourd'hui, il convient non pas de décrire de quoi cette équipe d'hommes et de femmes est capable, mais plutôt de la remercier. La remercier de sa patience et de sa conviction dans ce grand projet. Car mener à bien cette transformation n'est pas de tout repos; on doit changer les façons de faire, s'approprier de nouveaux objectifs et, surtout, faire face à une opinion publique qu'il faut convaincre par les performances. Un grand merci à ceux et celles qui ont accepté de relever ce défi et qui concrétisent jour après jour la vision de Bourse de Montréal Inc.

### LE MODÈLE DE L'AVENIR

Et puisqu'il est question de changement, il est utile d'examiner les différents projets qui ont alimenté le quotidien de la Bourse puisque ceux-ci se sont enchaînés à un rythme incroyable. Mentionnons la mise en place de SAM (Système automatisé de Montréal), un projet d'envergure qui viendra modifier avec force le modèle de marché de Montréal et qui le rendra encore plus efficace. Je tiens aussi à souligner, d'une façon toute particulière, la démarche de la démutualisation qui s'avère, et s'avèrera dans le futur, l'une des plus importantes conditions de notre succès. En fait, cette transformation ne touche pas que la structure d'entreprise de la Bourse. C'est en réalité toute la culture d'entreprise qui en bénéficie. Désormais davantage axée sur une gestion des résultats servant adéquatement les intérêts de ses actionnaires, Bourse de Montréal Inc. évolue actuellement vers un service à la clientèle fort et dirigé vers les besoins du marché.

Il est sans doute nécessaire de rappeler ici les raisons qui ont incité la Bourse à se démutualiser. En fait, la démutualisation permettra une ouverture ultérieure du capital de la société. Grâce à son statut d'entreprise commerciale et à son plan d'affaires structuré et innovant, Bourse de Montréal Inc. pourra réagir rapidement aux changements et aux possibilités qu'offre un marché mondial hautement compétitif, une plus-value dont les actionnaires pourront par le fait même bénéficier. De plus, elle sera à même de s'adapter aux grandes tendances de l'industrie telles que les progrès technologiques, la mondialisation des services financiers ainsi que l'évolution du cadre concurrentiel, à savoir la présence des systèmes de négociation alternatifs et des réseaux de communications électroniques.

Cet environnement en constante évolution ne permet pas vraiment aux mutuelles de participer aux occasions de croissance puisque celles-ci n'ont pas la même marge de manœuvre en matière d'accès au capital que les sociétés par actions. En éliminant les restrictions sur la propriété, Bourse de Montréal Inc. est maintenant en mesure d'atteindre un bassin beaucoup plus vaste d'investisseurs et de partenaires potentiels. En résumé, la démutualisation fournit à la Bourse une structure plus souple et mieux adaptée aux nouvelles réalités qui lui permet de mettre en œuvre sa stratégie d'affaires.

### UNE ANNÉE DE TRANSITION

C'est donc dans un contexte de très profonde transformation que s'est déroulée l'année 2000. Pour Bourse de Montréal Inc. comme pour toute entreprise, cette situation ne peut qu'avoir des répercussions sur les revenus. À cet égard, mentionnons que la Bourse affiche des revenus de 31 656 258 \$ en 2000, une baisse de 14 % par rapport à 1999. Comme en font mention les états financiers, le tout, bien qu'anticipé, s'explique essentiellement par la perte de revenus engendrée par la restructuration des bourses canadiennes de 1999, et plus particulièrement par le transfert du marché des actions de grande capitalisation vers la Bourse de Toronto.

### UNE ÉQUIPE DYNAMIQUE

En terminant, il est essentiel de mettre en relief certaines contributions d'importance. Mentionnons tout d'abord l'apport considérable de chacun des membres du conseil d'administration ainsi que l'appui constant des participants de notre marché. Sans eux, il n'y aurait pas de Bourse. Un merci tout particulier pour cet engagement de tous les instants. L'invitation à demeurer au rendez-vous est lancée.

Enfin, au nom des membres du conseil d'administration ainsi qu'en mon nom personnel, je voudrais mettre en lumière le travail de l'équipe de direction de la Bourse. Son nouveau président, monsieur Luc Bertrand, a su, en moins d'un an, entreprendre et réaliser de grandes choses, et ce, grâce à son leadership et à sa qualité de rassembleur. Pour ce faire, il a également su s'entourer de gens compétents et dynamiques. Certains sont nouvellement arrivés et apportent avec eux une expertise rafraîchissante; d'autres, déjà en place depuis de nombreuses années, soutiennent la réussite de la nouvelle vocation de la Bourse grâce à leur savoir-faire et à leur connaissance poussée de notre marché et de sa clientèle. Voilà bien là une formule idéale pour assurer tout le succès voulu.

Le président du conseil d'administration,



Jacques O. Nadeau

## MOT DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION



*Luc Bertrand*

**B**ourse de Montréal Inc. est actuellement à un tournant de son histoire. En fait, il serait encore plus juste de parler non pas d'histoire mais d'avenir puisque la Bourse réinvente en ce moment même sa destinée. Car pour opter pour le choix qu'elle a fait, il faut de la vision, une profonde conviction ainsi qu'une certaine dose de courage.

Imaginez : décider en toute conscience de ne pas poursuivre la route des 125 dernières années afin de mieux se fixer dans la durée, voilà toute une révolution. Et ce mot décrit très bien la situation. Nous vivons une révolution, et ce, autant chez nous, à la Bourse, qu'ailleurs dans tous les marchés financiers de la planète. On ne peut plus se le cacher, rien n'est plus comme avant et seuls ceux qui choisiront de s'adapter et de faire preuve de vision et d'innovation pourront s'inscrire dans le futur. Voilà tout un défi, voilà notre défi.


### DES PROJETS AU SERVICE DE L'INDUSTRIE

L'année 2000 a été bien remplie puisque nous avons déployé de nombreux projets d'importance tels que la démutualisation et l'implantation de SAM (Système automatisé de Montréal) en plus de vivre la toute dernière étape de la restructuration des bourses canadiennes en accueillant chez nous le marché des options sur actions de la Bourse de Toronto. À ce moment même, Bourse de Montréal Inc. devenait également le propriétaire à part entière de la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (CCCPD), un avantage concurrentiel qui sera exploité dans les prochaines années. Plus que de simples projets, ces réalisations constituent davantage les conditions préalables essentielles qui favoriseront notre développement et contribueront sans cesse à l'amélioration de la satisfaction de notre clientèle.

Or, pour aller plus loin, nous nous devons de faire preuve de beaucoup de souplesse et d'écoute à l'égard des marchés financiers d'ici et d'ailleurs. En effet, en regardant juste un peu derrière nous, nous sommes à même de constater tout le chemin parcouru afin de nous adapter concrètement aux réalités du marché. En regardant devant, nous anticipons déjà le nombre incroyable de défis que nous devons relever pour continuer de répondre aux besoins de l'industrie et par le fait même assurer une croissance durable à notre entreprise. Car notre ambition est de faire de cette entreprise qui est au cœur de l'industrie financière du Québec le moteur du marché des instruments dérivés au Canada.

### UNE PLACE DE MARCHÉ MODERNE

En se spécialisant dans le domaine des dérivés, Bourse de Montréal Inc. n'a pas simplement décidé de changer de champ d'activité; elle a aussi choisi de se renouveler entièrement. Entreprise financière à l'origine, elle est en voie de devenir une véritable institution de services. En effet, la Bourse offre des services allant de la mise en marché de produits financiers aux services de compensation en



passant par la formation, la réglementation, l'information de marché ou la négociation électronique. Fondée depuis toujours sur le savoir-faire et sur la connaissance de l'industrie, Bourse de Montréal Inc. est aujourd'hui plus que jamais une place de marché moderne s'inscrivant dans l'ère de la technologie et des télécommunications.

Par ailleurs, tel qu'il est stipulé dans l'entente de restructuration des bourses canadiennes, Bourse de Montréal Inc. maintient une bourse d'actions pour les sociétés à petite capitalisation du Québec qui ne satisfont pas les critères d'admissibilité de la Bourse de Toronto. Grâce à une équipe compétente et engagée, la Bourse continue ainsi d'offrir des services d'inscription et de réglementation à ces sociétés.

#### EN MARCHÉ VERS DEMAIN

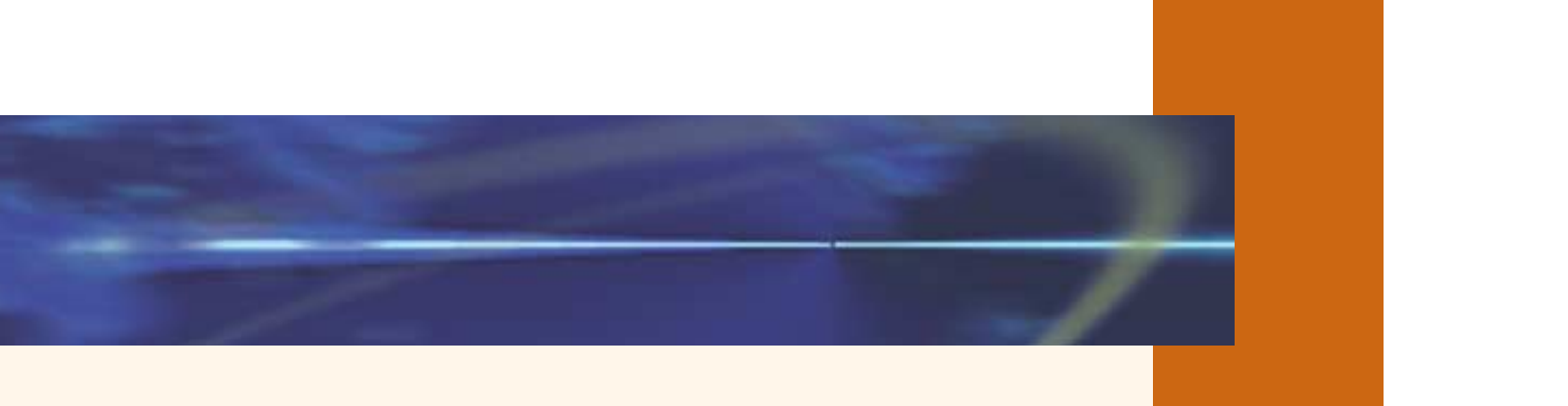
Après une année 2000 de transformation, Bourse de Montréal Inc. travaille déjà au développement et à l'implantation de nouveaux projets en lien direct avec sa stratégie d'affaires. En effet, de nouvelles initiatives concrètes seront mises en place très rapidement. Tout d'abord, mentionnons le lancement, dès le début du second trimestre de 2001, de l'Institut des dérivés, dont la mission sera d'éduquer les publics à l'utilisation des instruments dérivés pour gérer leurs risques boursiers ainsi que pour atteindre leurs objectifs de placement. Véritable centre de référence en matière de dérivés, l'Institut des dérivés offrira des cours et des ateliers en classe en plus d'être un lieu virtuel de formation continue grâce à son service d'apprentissage en ligne.

#### DES PRODUITS INNOVATEURS

En tant que Bourse canadienne de produits dérivés®, nous croyons beaucoup au développement de nouveaux produits répondant mieux aux besoins du marché et offrant toujours de meilleurs services à notre clientèle. À ce titre, soulignons la mise en marché, dès janvier 2001, des contrats à terme sur actions individuelles, un produit très attendu sur le marché nord-américain et qui n'est pas encore disponible aux États-Unis. Ce lancement sera suivi de celui des contrats à terme sur indices sectoriels. Ces nouveautés viennent compléter la gamme de produits sur l'indice S&P / TSE 60 lancée il y a un peu plus d'un an et qui connaît déjà une très bonne croissance. Par ailleurs, il est prévu d'ouvrir un nouveau segment de produits avec le lancement des options commanditées. Enfin, d'autres pistes innovatrices, actuellement en phase d'analyse, devraient se concrétiser d'ici la fin de 2001.

#### À L'ÉCOUTE DU MARCHÉ

Toutefois, il est important de rappeler que la croissance de notre entreprise, bien qu'intimement liée aux décisions prises dans les prochains mois et les prochaines années, est également dictée par certaines conditions préalables en provenance même du marché. Soulignons à cet égard l'urgence de réformer l'encadrement réglementaire en regard des règles et pratiques des marchés dérivés à l'étranger.



En effet, la réglementation tire ses origines et ses fondements des besoins du marché. Dans un contexte de mondialisation et de mutation profonde, il est vital pour le marché financier canadien de s'assurer que les règles du marché répondent adéquatement aux tendances internationales. La Bourse reconnaît d'ailleurs la très grande importance d'une bonne structure et d'un bon encadrement réglementaire qui soit à la fois flexible et efficace. Cet état de fait est même désormais plus qu'une préoccupation puisque de nombreuses ressources de la Bourse sont déjà à l'œuvre afin de repenser et d'élaborer une toute nouvelle proposition de réglementation.

### UNE BOURSE À LA FINE POINTE DE LA TECHNOLOGIE

D'ici la fin de l'été 2001, la mise en place de SAM sera complétée et tous les produits de Bourse de Montréal Inc. seront accessibles à la négociation électronique. Dès lors, Bourse de Montréal Inc. deviendra la seule bourse traditionnelle de dérivés totalement automatisée en Amérique du Nord. Plus qu'un simple outil technologique, rappelons que SAM permet à la Bourse d'améliorer l'accessibilité, la visibilité et la qualité de son marché tout en réduisant, pour les investisseurs et les intermédiaires financiers, les coûts reliés aux transactions.

Pour conserver cette avance du point de vue technologique, Bourse de Montréal Inc. travaille actuellement à des solutions qui lui permettront d'élargir son réseau d'accès afin de donner, aux participants du marché situés à l'extérieur du Canada, un accès efficace et instantané à la négociation des produits de la Bourse. Et ce n'est qu'un bref survol des projets qui font notre quotidien actuellement. Beaucoup d'autres initiatives seront bientôt annoncées.

J'aimerais par ailleurs exprimer ma profonde gratitude à tous les employés de Bourse de Montréal Inc. pour leur dévouement et leur engagement, deux valeurs au cœur de nos succès et de nos futurs accomplissements.

Le président et chef de la direction,



Luc Bertrand

L'année 2000 fut une année de renouvellement à la Bourse. Par suite de l'entente de restructuration des bourses canadiennes, conclue en mars 1999, Bourse de Montréal Inc. a franchi maintes étapes afin d'assumer sa nouvelle destinée : celle de Bourse canadienne de produits dérivés®. Le renouvellement s'est fait sur plusieurs fronts, simultanément et à un rythme très soutenu. Voici quelques faits saillants de l'année.



### LA FAMILLE DE PRODUITS SUR L'INDICE S&P / TSE 60 S'AGRANDIT

Un nouveau produit a été lancé le 11 février 2000, les options sur le fonds i60<sup>1</sup> (options sur le Fonds de participation indice iUnits<sup>MC</sup> S&PMD/TSEM<sup>MC</sup> 60). S'inscrivant dans la gamme des produits basés sur l'indice S&P / TSE 60 lancée en septembre 1999 par Bourse de Montréal Inc., ce nouvel instrument financier permet une gestion efficace des risques tout en rendant possible une augmentation du rendement des actifs. Par ailleurs, le lancement de ce nouveau produit s'inscrit dans une stratégie d'entreprise visant à offrir des produits basés sur des sous-jacents canadiens, afin de refléter la tendance mondiale à maximiser l'efficacité des marchés par la complémentarité des produits.

### BOURSE DE MONTRÉAL INC. : SEUL MARCHÉ D'OPTIONS SUR ACTIONS AU CANADA

Le 27 mars 2000, l'entreprise franchissait la dernière grande étape de la restructuration des bourses canadiennes avec le transfert vers Bourse de Montréal Inc. des 57 classes d'options sur actions encore négociées jusque-là à la Bourse de Toronto. En plus d'être déjà le marché exclusif des contrats à terme sur taux d'intérêt et sur indice, Bourse de Montréal Inc. devenait ainsi le seul marché d'options sur actions au Canada.

Ce transfert des options sur actions de Toronto vers Montréal est un événement significatif pour Bourse de Montréal Inc., puisqu'il confirme, maintenant plus que jamais, le positionnement de notre entreprise comme Bourse canadienne de produits dérivés®. Dès lors, Bourse de Montréal Inc. pourra aller de l'avant dans ses nombreux projets dynamiques visant à faire croître les marchés d'options et de contrats à terme au Canada.

### UNE FONCTION À VALEUR AJOUTÉE : LA COMPENSATION

Par suite de la dernière étape de la restructuration des bourses canadiennes, Bourse de Montréal Inc. est devenue, le 31 mars 2000, l'unique propriétaire de la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (CCCPD). En fait, la CCCPD rend de très importants services à l'industrie financière puisqu'elle agit en qualité de société émettrice, de chambre de compensation et de caution des produits dérivés sur taux d'intérêt et sur actions.

C'est elle qui veille à l'intégrité financière et à la stabilité du marché canadien des dérivés en agissant à titre de garant. À cet effet, elle assure de manière rapide et efficace le règlement des produits dérivés entre les différents intermédiaires. Elle enregistre également chaque opération et en assure la bonne fin. Elle prend enfin en charge la surveillance des positions et déclenche les appels de marge si nécessaire.

## SAM ARRIVE EN VILLE

Le 14 septembre 1999, Bourse de Montréal Inc. annonçait son adhésion à GLOBEX® Alliance, un partenariat entre la Chicago Mercantile Exchange (CME), ParisBourse<sup>SBF</sup> SA, la Singapore Exchange (SGX) et la Bolsa de Mercadorias & Futuros (BM&F) du Brésil<sup>2</sup>. Par la même occasion, Bourse de Montréal Inc. annonçait son intention d'utiliser la même plateforme de négociation électronique que tous les partenaires de GLOBEX® Alliance. En mars 2000, cette intention se concrétisait avec l'annonce officielle de la signature d'une entente avec Atos-Euronext.

La plateforme, connue sous l'appellation NSC et détenue sous licence d'utilisation accordée par le concepteur Atos-Euronext, est la composante majeure de SAM (Système automatisé de Montréal). Elle constitue le cœur de cet environnement électronique dédié aux marchés de Bourse de Montréal Inc., puisque tous les ordres de négociation des produits reçus y sont enregistrés, gérés et harmonisés.

Seulement huit mois après l'annonce de l'entente, SAM fait son entrée à Bourse de Montréal Inc. puisque le contrat à terme sur obligations du gouvernement du Canada de dix ans (CGB) est transféré sur cette plateforme le 25 septembre 2000. Les contrats sur taux d'intérêt à long terme furent donc les premiers produits à bénéficier de cette nouvelle technologie qui améliore considérablement la qualité du marché de la Bourse. Le 11 décembre, c'était au tour du BAX (contrat à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois) et de l'OBX (option sur contrat à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois). D'ici la fin de l'été 2001, le transfert progressif de tous les produits sera complété, faisant de Bourse de Montréal Inc. une bourse totalement automatisée.

## L'ENTREPRISE SE DÉMUTUALISE

Au cours d'une assemblée générale extraordinaire tenue le 25 septembre 2000, les membres de la Bourse approuvent à l'unanimité sa démutualisation, et ce, moins de cinq mois après le début de la mise en place du projet.

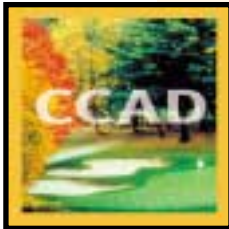
Le 1<sup>er</sup> octobre 2000, la Bourse devient ainsi une société par actions portant dorénavant le nom de Bourse de Montréal Inc. et possédant tous les attributs nécessaires pour lui assurer un développement rapide et dynamique. Les membres qui, jusque-là, détenaient un titre de membre à la Bourse en deviennent actionnaires et conservent leurs privilèges de négociation.



## UN ORGANISME D'AUTORÉGLÉMENTATION

À la suite de la démutualisation, Bourse de Montréal Inc. s'est également fait reconnaître comme organisme d'autoréglementation par la Commission des valeurs mobilières du Québec (CVMQ). Depuis le 24 novembre 2000, elle dispose donc d'une division de réglementation distincte afin de s'acquitter avec crédibilité de ses fonctions de réglementation des participants agréés ainsi que des marchés de la Bourse. Cette division est régie par un comité spécial nommé par le conseil d'administration de la Bourse.

## UNE CONFÉRENCE SUR LES DÉRIVÉS RÉUSSIE



La première édition de la Conférence canadienne annuelle des dérivés (CCAD) s'est déroulée du 15 au 18 octobre 2000 dans le cadre pittoresque du célèbre Château Montebello. Portant sur « Les plus récentes stratégies gagnantes en matière de gestion de portefeuille et de risques », CCAD 2000 a su réunir bon nombre de conférenciers et participants venant de divers milieux : bourses de dérivés et autres marchés financiers, firmes de courtage, maisons de fonds de placement, organismes gouvernementaux et médias financiers.

La deuxième édition de CCAD sera de retour au Château Montebello, à l'automne 2001.

<sup>1</sup> Le Fonds de participation indice iUnits<sup>MC</sup> S&P<sup>MD</sup>/TSE<sup>MC</sup> 60 (Fonds i60) est géré par Les Investisseurs globaux Barclays Canada Limitée (BGI Canada).

<sup>2</sup> Le 6 septembre 2000, MEFF (le marché à terme espagnol) s'est également joint à GLOBEX<sup>®</sup> Alliance.



## DÉRIVÉS SUR ACTIONS ET SUR INDICES

Produits	Nombre de classes	Valeur négociée (\$)	Volume	Intérêt en cours au 31 décembre 2000
<b>Options sur actions et options à long terme sur actions</b>				
2000	110	2 562 844 689	4 861 030	632 960
1999	61	348 684 494	1 484 325	191 701
1998	58	330 941 116	1 423 371	156 568
1997	55	211 416 843	1 063 968	162 512
1996	42	178 801 059	728 093	126 879
<b>Options sur indice et options à long terme sur indice – S&amp;P Canada 60<sup>(1)</sup></b>				
2000	2	274 465 823	93 998	7 559
1999	2	66 775 030	42 310	24 815
<b>Options et options à long terme sur le Fonds de participation indice iUnits<sup>MC</sup> S&amp;P<sup>MD</sup>/TSE<sup>MC</sup> 60 (Fonds i60)<sup>(2)</sup></b>				
2000	2	26 350 392	121 757	18 348

<sup>(1)</sup> Produit basé sur l'indice S&P / TSE 60 : introduit le 7 septembre 1999

<sup>(2)</sup> Introduit le 11 février 2000

Les cinq classes d'options sur actions les plus actives	Symbole	Volume
Nortel Networks Corporation*	NT	1 095 680
BCE Inc.*	BCE	187 545
Bombardier Inc., cat. B	BBD.B	166 405
ATI Technologies Inc.	ATY	160 100
Banque Toronto-Dominion (La)*	TD	154 374

\* Volume du 27 mars 2000 au 31 décembre 2000

- Au cours de l'année 2000, ce sont les options sur actions qui ont connu les plus fortes hausses. En effet, il s'est négocié un total de 4 861 030 contrats d'options sur actions (incluant les options à long terme sur actions), une hausse de 227 % par rapport à l'année précédente.
- Au 31 décembre 2000, Bourse de Montréal Inc. comptait 110 classes d'options sur actions (incluant les 57 classes d'options transférées de la Bourse de Toronto, le 27 mars 2000).



### SXF<sup>(1)</sup>

Contrat à terme sur indice – S&P Canada 60



- Le SXF (contrat à terme sur indice – S&P Canada 60) a connu une très forte croissance depuis son lancement le 7 septembre 1999.
- Le SXF a terminé l'année avec un volume moyen quotidien de 5 069 contrats comparativement à 3 235 contrats en décembre 1999, une hausse de 57 %.
- Ce produit a terminé l'année avec un intérêt en cours (nombre de contrats en circulation) de 66 861 contrats, une hausse de 33 % par rapport au 31 décembre 1999.
- Tout au long de l'année, le SXF a atteint de nombreux sommets. Le 10 août 2000, il a franchi, en moins d'un an de négociation, la barre du million de contrats négociés, représentant une valeur de plus de 1 000 milliards de dollars.

(1) Produits basés sur l'indice S&P / TSE 60 : introduit le 7 septembre 1999

## DÉRIVÉS SUR TAUX D'INTÉRÊT

### BAX

Contrat à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois



- Le BAX (contrat à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois) a, pour sa part, terminé l'année avec un volume de 4 992 957 contrats négociés. Cette baisse de volume est attribuable à la stabilité relative des taux d'intérêt canadiens par rapport à d'autres années.



## OBX

Option sur contrat à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois



- L'OBX (option sur contrat à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois) a connu une hausse de volume de 48 % par rapport à l'an dernier en terminant 2000 avec un volume total de 249 976 contrats négociés.
- L'intérêt en cours au 31 décembre 2000 était de 51 730 contrats, une hausse de 85 % par rapport au 31 décembre 1999.

## CGB

Contrat à terme sur obligations du gouvernement du Canada de dix ans



- L'intérêt en cours du CGB (contrat à terme sur obligations du gouvernement du Canada de dix ans) s'élevait à 55 649 contrats négociés au 31 décembre 2000, une hausse de 88 % comparativement à la même période l'an dernier.
- Le volume quotidien du CGB a atteint un nouveau sommet, le 27 novembre 2000, affichant 50 880 contrats négociés, battant ainsi son record du 26 août 1998 qui était de 41 649 contrats négociés.

Produits	Nombre de classes	Valeur négociée (\$)	Volume	Intérêt en cours au 31 décembre 2000
<b>Options sur obligations</b>				
2000	3	15 826 941	8 877	273
1999	4	8 403 239	9 190	466
1998	4	20 265 907	18 583	747
1997	4	36 936 179	23 175	1 415
1996	4	28 985 841	30 159	1 695

## DIVISION ACTIONS

L'entente intervenue en 1999 entre les bourses canadiennes a mené à la restructuration des marchés financiers selon le concept de la spécialisation. En vertu de cette entente, les actions des sociétés de grande capitalisation sont désormais échangées à la Bourse de Toronto et les actions des sociétés de petite capitalisation sont négociées sur une nouvelle bourse née de la fusion des bourses de Vancouver et de Calgary, la Canadian Venture Exchange (CDNX).

Bourse de Montréal Inc., pour sa part, obtient l'exclusivité des transactions sur les produits dérivés. Toutefois, elle maintient une bourse d'actions pour les sociétés à petite capitalisation du Québec qui ne satisfont pas les critères d'admissibilité de la Bourse de Toronto. La Bourse continue ainsi d'offrir des services d'inscription et de réglementation à ces sociétés, mais, en vertu d'une entente d'impartition, la négociation de leurs titres s'effectue sur le système de négociation électronique de la CDNX.

## MARCHÉ DES ACTIONS

	2000
Valeur (\$)	996 218 684
Volume	844 626 559
Nombre de transactions	314 071

	au 31 décembre 2000
Nombre de sociétés	128
Nombre de titres	136

Les 10 titres les plus actifs en 2000 (en termes de valeur)	Valeur (\$)	Volume
Corporation Génomique Un	212 739 299	19 401 162
Jitec inc.	140 040 200	25 495 931
SAMSys Technologies Inc.	95 284 601	24 223 747
Photochannel Networks Inc.	67 263 366	40 668 850
Innovium Capital Corp.	66 518 506	45 431 716
Cenosis inc.	65 834 037	14 164 304
Arenagold inc. (Ressources)	33 641 058	27 400 753
ZAQ Inc.	32 317 947	9 422 022
Freewest Canada Inc. (Ressources)	30 884 503	42 940 869
Limtech lithium métal technologies inc.	26 150 507	23 440 391

## MARCHÉ DES ACTIONS (SUITE)

### Nouvelles inscriptions

2000

Nombre de sociétés	10
Nombre de titres	11

### Premiers appels publics à l'épargne (PAPE)

2000

Nombre de PAPE	5
Montant	21 631 990 \$

### Capitalisation (\$)

2000

Capitalisation	1 088 720 200 \$
----------------	------------------

## RAPPORT DE LA DIRECTION RELATIF AUX ÉTATS FINANCIERS

Les présents états financiers consolidés de Bourse de Montréal Inc. et sa filiale, la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (CCCPD), ainsi que tous les renseignements contenus dans le présent rapport annuel, sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil d'administration de Bourse de Montréal Inc.

Ces états financiers ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus au Canada. Ils comprennent des montants fondés sur l'exercice des meilleurs jugements et estimations. L'information financière contenue ailleurs dans le rapport annuel est conforme aux données présentées dans les états financiers.

Pour assurer la justesse et l'objectivité des données contenues dans les états financiers, la direction de la compagnie ainsi que la direction de sa filiale se sont dotées de systèmes de contrôles comptables internes. La direction croit que les contrôles comptables internes donnent l'assurance raisonnable que les documents financiers sont fiables et constituent une base adéquate pour l'établissement d'états financiers, et que les biens de l'entreprise sont convenablement comptabilisés et préservés.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité relativement aux états financiers contenus dans le présent rapport annuel surtout par l'entremise de son comité de vérification. Le comité de vérification revoit les états financiers consolidés annuels de la compagnie et formule les recommandations appropriées au conseil d'administration. Les vérificateurs désignés par les actionnaires peuvent à leur gré rencontrer le comité de vérification, en présence ou en l'absence de la direction.

Les présents états financiers ont été vérifiés par les vérificateurs désignés par les actionnaires, KPMG s.r.l., comptables agréés, dont le rapport suit.

Le président du conseil d'administration,



Jacques O. Nadeau

Montréal, Canada

Le 27 mars 2001

## RAPPORT DES VÉRIFICATEURS AUX ACTIONNAIRES

Nous avons vérifié le bilan consolidé de Bourse de Montréal Inc. (anciennement Bourse de Montréal) au 31 décembre 2000 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la compagnie. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la compagnie au 31 décembre 2000, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.

*KPMG A.R.L.*

Comptables agréés

Montréal, Canada

Le 16 février 2001

**BILAN CONSOLIDÉ**

31 décembre 2000, avec chiffres correspondants de 1999

	2000	1999
<b>ACTIF</b>		
Actif à court terme :		
Espèces et quasi-espèces (note 5)	5 662 412 \$	605 099 \$
Placements à court terme (note 6)	23 457 925	16 848 299
Débiteurs	8 591 417	4 036 554
Règlements quotidiens à recevoir des membres de la chambre de compensation	17 529 000	–
Somme à recevoir de la Bourse de Toronto (note 3)	–	5 500 000
Frais payés d'avance	1 498 118	360 780
	<b>56 738 872</b>	<b>27 350 732</b>
Placements (note 6)	7 592 042	8 382 447
Placement dans la CCCPD (note 4)	–	566 667
Somme à recevoir de la Bourse de Toronto (note 3)	–	5 500 000
Dépôts au fonds de compensation (note 7)	467 937	–
Dépôts de couverture des membres (note 7)	1 158 827	–
Immobilisations (note 8)	11 576 659	14 560 327
Impôts futurs (note 14)	4 534 775	–
Écart d'acquisition, déduction faite de l'amortissement cumulé de 27 990 \$	345 207	–
	<b>82 414 319 \$</b>	<b>56 360 173 \$</b>
<b>PASSIF ET AVOIR DES ACTIONNAIRES</b>		
Passif à court terme :		
Créditeurs et charges à payer	7 072 345 \$	5 859 094 \$
Dépôts divers	13 268	409 277
Règlements quotidiens à payer aux membres de la chambre de compensation	17 529 000	–
	<b>24 614 613</b>	<b>6 268 371</b>
Contributions reportées (note 3)	10 813 566	24 932 568
Dépôts au fonds de compensation (note 7)	467 937	–
Dépôts de couverture des membres (note 7)	1 158 827	–
Avoir des actionnaires (note 10) :		
Capital-actions	44 749 001	–
Bénéfices non répartis	610 375	25 159 234
	<b>45 359 376</b>	<b>25 159 234</b>
Engagements (note 12)		
Éventualité (note 13)		
	<b>82 414 319 \$</b>	<b>56 360 173 \$</b>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil,



administrateur



administrateur

## ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

Exercice terminé le 31 décembre 2000, avec chiffres correspondants de 1999

	2000	1999
Revenus :		
Transactions	11 519 611 \$	12 890 272 \$
Participants	2 730 572	2 578 553
Compensation et levée des options	3 460 087	–
Compagnies inscrites	1 686 329	9 281 252
Information boursière	11 324 516	10 838 956
Autres	935 143	1 180 832
	<b>31 656 258</b>	<b>36 769 865</b>
Dépenses :		
Salaires et charges sociales	15 209 038	13 165 202
Exploitation des locaux et des équipements	6 558 983	6 237 852
Amortissement des immobilisations	5 337 339	5 916 932
Frais généraux et d'administration	6 379 773	5 557 855
Télécommunications	1 748 173	1 817 516
Affaires publiques	1 401 061	1 217 531
Amortissement de l'écart d'acquisition	27 990	–
	<b>36 662 357</b>	<b>33 912 888</b>
(Perte) bénéfice avant revenus de placements et autres éléments	(5 006 099)	2 856 977
Revenus de placements	3 524 284	815 698
(Perte) bénéfice avant les éléments suivants	(1 481 815)	3 672 675
Contributions des autres bourses canadiennes (note 3)	20 111 060	–
Radiations d'immobilisations (note 8)	(2 945 773)	(3 907 705)
Dépenses de restructuration	–	(4 109 743)
Bénéfice (perte) avant les impôts sur le revenu	15 683 472	(4 344 773)
Impôts sur le revenu (note 14) :		
Exigibles	18 105	–
Futurs	367 427	–
	<b>385 532</b>	<b>–</b>
Bénéfice net (perte nette)	<b>15 297 940 \$</b>	<b>(4 344 773) \$</b>
Bénéfice (perte) par action (note 15)	<b>1,84 \$</b>	<b>(0,52) \$</b>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

## ÉTAT CONSOLIDÉ DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

*Exercice terminé le 31 décembre 2000, avec chiffres correspondants de 1999*

	2000	1999
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	25 159 234 \$	29 504 007 \$
Bénéfice net (perte nette) de l'exercice	15 297 940	(4 344 773)
Transfert au capital-actions le 1 <sup>er</sup> octobre 2000 (note 10)	(44 749 001)	–
Comptabilisation de l'actif d'impôts futurs au 1 <sup>er</sup> octobre 2000	4 902 202	–
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	610 375 \$	25 159 234 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

## ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice terminé le 31 décembre 2000, avec chiffres correspondants de 1999

	2000	1999
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :		
Bénéfice net (perte nette)	15 297 940 \$	(4 344 773) \$
Ajustements pour :		
Amortissement des immobilisations	5 337 339	5 916 932
Contributions des autres bourses canadiennes	(20 111 060)	–
Contributions reportées virées aux revenus de placement	(432 568)	–
Radiations d'immobilisations	2 945 773	3 907 705
Amortissement des escomptes sur placements	(1 546 715)	(564 733)
Amortissement de l'écart d'acquisition	27 990	–
Impôts futurs	367 427	–
Variation nette des soldes hors caisse d'actif et de passif liés à l'exploitation (note 16)	(4 661 346)	(1 657 047)
	(2 775 220)	3 258 084
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement :		
Acquisitions d'immobilisations	(10 207 714)	(6 497 179)
Acquisitions de placements	(113 575 620)	(108 091 460)
Aliénations de placements	116 706 361	95 196 612
Acquisition d'entreprise, déduction faite des espèces et quasi-espèces (note 4)	409 506	–
	(6 667 467)	(19 392 027)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement :		
Contributions reportées	3 500 000	13 932 568
Somme à recevoir de la Bourse de Toronto	11 000 000	–
	14 500 000	13 932 568
Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces	5 057 313	(2 201 375)
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	605 099	2 806 474
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	5 662 412 \$	605 099 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 décembre 2000

Bourse de Montréal Inc. (la « compagnie ») a été constituée le 29 septembre 2000 en vertu de la Partie 1A de la Loi sur les compagnies du Québec. Sa principale activité est de servir de bourse de produits dérivés. Par le biais de sa filiale, la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (CCCPD), elle agit également en qualité de société émettrice, de chambre de compensation et de caution des produits dérivés sur taux d'intérêt et sur actions cotées aux bourses canadiennes.

### 1. DÉMUTUALISATION DE LA BOURSE DE MONTRÉAL :

Au cours d'une assemblée générale extraordinaire tenue le 25 septembre 2000, la Bourse de Montréal a reçu l'autorisation de poursuivre ses activités sous Bourse de Montréal Inc. en vertu de la Partie 1A de la Loi sur les compagnies du Québec.

En vertu de la proposition, immédiatement avant la démutualisation, chaque membre ou personne détenant un titre de membre de la Bourse de Montréal a reçu 100 000 actions ordinaires du capital-actions de Bourse de Montréal Inc. Les approbations nécessaires ayant été reçues, l'émission de ces actions fait de la Bourse de Montréal une société à but lucratif au 1<sup>er</sup> octobre 2000, soumise à l'impôt des compagnies et détenue par des actionnaires.

La compagnie a émis, le 1<sup>er</sup> octobre 2000, 8 300 000 actions ordinaires pour un capital déclaré totalisant 44 749 001 \$ suite à la démutualisation.

Tel que prévu dans la proposition approuvée le 25 septembre 2000, chaque action ordinaire confère à son porteur le droit à un vote à toutes les assemblées d'actionnaires sous réserve de certaines restrictions quant aux droits de vote et au transfert d'actions. Aucune personne ni aucun regroupement de personnes agissant conjointement ou de concert ne sera autorisé à être propriétaire de plus de 10 % de toutes catégories ou séries d'actions comportant droit de vote de la compagnie.

Lors de la démutualisation, les surplus accumulés ont été alloués entièrement au capital-actions.

Le conseil d'administration de la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (CCCPD) a également approuvé la conversion de la CCCPD d'organisme sans but lucratif en société à but lucratif. Quand les approbations nécessaires auront été reçues des autorités réglementaires, la CCCPD sera un organisme à but lucratif, soumise à l'impôt des compagnies. À la date du rapport des vérificateurs, les approbations nécessaires n'avaient pas été reçues.

### 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES :

#### a) Consolidation :

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Bourse de Montréal Inc. et ceux de sa filiale en propriété exclusive la CCCPD et sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. La CCCPD a le statut d'organisme sans but lucratif au sens que lui prête l'article 149 de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada et, de ce fait, ne paie pas d'impôts sur le revenu.

#### b) Espèces et quasi-espèces :

Les espèces et quasi-espèces comprennent les placements liquides achetés trois mois ou moins avant leur échéance et sont présentés au prix coûtant qui est approximativement égal à la juste valeur.

#### c) Placements à court terme :

Les placements à court terme comprennent les placements temporaires, composés d'acceptation bancaire, de dépôt à terme, de bon du Trésor et les obligations avec échéance prévue au cours du prochain exercice. Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de la juste valeur.

#### d) Placements :

Les placements en obligations sont comptabilisés au coût, ajustés de l'amortissement des primes et escomptes.

#### e) Règlements quotidiens à recevoir et à payer aux membres de la CCCPD :

Les sommes à recevoir des membres de la chambre de compensation ou à payer à ceux-ci, du fait que les positions ouvertes des contrats à terme sont évaluées à la valeur marchande quotidiennement et que les transactions sur options sont compensées quotidiennement, doivent être perçues des membres ou reçues par eux avant l'ouverture des marchés boursiers le jour suivant. Les sommes à recevoir d'un membre de la chambre de compensation sont inscrites comme éléments d'actif dans le bilan et ne sont pas déduites des sommes à payer à un autre membre de la chambre de compensation.

Au 31 décembre 2000, la somme la plus élevée à recevoir d'un membre de la chambre de compensation s'élevait à 12 580 405 \$ et la somme la plus élevée à payer à un membre de la chambre de compensation se chiffrait à 11 247 030 \$.

## 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE) :

### f) Immobilisations :

Les immobilisations sont inscrites au coût historique moins l'amortissement cumulé. La charge d'amortissement est calculée selon la méthode linéaire et les périodes suivantes :

Élément d'actif	Période
Équipement, logiciel et développement informatiques	3 à 5 ans
Mobilier, agencement et équipement	5 ans

Les améliorations locatives sont amorties sur des périodes n'excédant pas la durée des baux.

### g) Écart d'acquisition :

L'écart d'acquisition représente l'excédent du prix sur la juste valeur de l'actif net de l'entreprise acquise et est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de dix ans. La direction revoit de façon périodique la valeur et la période d'amortissement de l'écart d'acquisition. Lorsque des circonstances ou événements indiquent une possibilité de baisse de la valeur recouvrable nette de l'écart d'acquisition, une évaluation des flux monétaires non actualisés, que devraient générer les produits pour lesquels cet écart d'acquisition a été comptabilisé, est effectuée. Le cas échéant, la valeur comptable de l'écart d'acquisition est alors réduite. Aucun de ces événements ou circonstances ne s'est produit au cours de l'exercice.

### h) Régime d'options d'achat d'actions :

La compagnie a instauré un régime d'options d'achat d'actions qui est décrit à la note 11. Aucune charge au titre de l'avantage reçu par le bénéficiaire n'est constatée à l'égard de ce régime lorsque des options d'achat d'actions sont émises en faveur des administrateurs, des dirigeants et des employés clés. Toute contrepartie versée par ces derniers lors de l'exercice des options est portée au crédit du capital-actions.

### i) Revenus de compensation et de compagnies inscrites :

Les revenus provenant des inscriptions de compagnies sont reconnus dans l'année de l'inscription. Les revenus de compensation sont constatés à la date de règlement de l'opération à laquelle ils se rapportent.

### j) Conversion de devises :

Les revenus et les dépenses issus de transactions libellées en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur à la date de la transaction. Les éléments monétaires d'actif et de passif sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur à la date du bilan; les éléments non monétaires sont convertis au taux en vigueur à la date de la transaction.

### k) Impôts sur le revenu :

La compagnie a recours à la méthode axée sur le bilan pour comptabiliser ses impôts sur le revenu. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont constatés au bilan pour rendre compte des incidences fiscales futures des écarts entre la valeur des éléments d'actif et de passif présentés au bilan et leur valeur fiscale respective. Au besoin, une provision pour moins-value est inscrite pour ramener les actifs d'impôts à un montant dont la réalisation est plus probable qu'improbable. L'incidence des variations des taux d'imposition est constatée dans l'exercice au cours duquel ces taux changent.

### l) Incertitude relative à la mesure :

La préparation d'états financiers conformes aux principes comptables généralement reconnus exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants des actifs et des passifs, sur les informations fournies relativement aux actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants des produits et des charges au cours des périodes visées.

Les éléments des états financiers qui requièrent davantage l'utilisation d'estimations incluent les débiteurs, les règlements quotidiens à recevoir des membres de la chambre de compensation et la durée de vie utile des éléments d'actif aux fins du calcul de l'amortissement et l'évaluation de leur valeur recouvrable nette. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

## 3. RESTRUCTURATION DES BOURSES CANADIENNES :

Le 15 mars 1999, les quatre principales bourses canadiennes, dont la Bourse de Montréal, ont conclu une entente visant à restructurer leurs champs de spécialisation. Le 10 novembre 1999, un addendum à l'entente du 15 mars a également été signé.

En vertu de cette entente, chaque bourse détiendrait l'exclusivité d'offrir les services relatifs aux transactions sur les valeurs mobilières comme suit : transactions sur les options et les contrats à terme à la Bourse de Montréal, transactions sur les actions de sociétés de grande capitalisation à la Bourse de Toronto et transactions sur les actions de sociétés de petite capitalisation à la Canadian Venture Exchange (« CDNX ») (bourse résultant de la fusion de la Bourse de l'Alberta et de la Bourse de Vancouver).

Le transfert à la Bourse de Toronto du marché des actions inscrites à la Bourse de Montréal s'est effectué le 3 décembre 1999. Le transfert du marché des options de la Bourse de Toronto à la Bourse de Montréal s'est effectué en mars 2000.

Le 31 mars 2000, en vertu de l'entente, la Bourse de Toronto a transféré son placement dans la CCCPD à la Bourse de Montréal alors que la Bourse de Montréal a transféré le placement qu'elle détenait dans The Canadian Depository for Securities Ltd. à la Bourse de Toronto.

**3. RESTRUCTURATION DES BOURSES CANADIENNES (SUITE) :**

En vertu de cette entente de dix ans, ainsi que du deuxième addendum signé le 22 septembre 2000, la Bourse de Montréal a reçu la somme de 28 000 000 \$ de la Bourse de Toronto et de la CDNIX.

En vertu de ce deuxième addendum, la Bourse de Montréal cessera d'inscrire les actions de sociétés à petite capitalisation du Québec et d'offrir les services reliés à ces inscriptions. L'entente d'impartition entre la Bourse de Montréal et la CDNIX prendra également fin.

Par contre, le deuxième versement de 3 500 000 \$ versé par la CDNIX et reçu le 29 septembre 2000 devra être remboursé par la compagnie si les approbations nécessaires des commissions des valeurs mobilières du Québec, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique ne sont pas obtenues.

Les contributions reportées ont varié de la façon suivante durant l'exercice :

	2000	1999
Solde au début de l'exercice	24 932 568 \$	– \$
Participation acquise dans la CCCPD	8 705 000	–
Contributions des autres bourses canadiennes	3 500 000	24 932 568
Montant porté en déduction des immobilisations	(5 780 374)	–
Montant constaté dans les résultats de l'exercice	(20 111 060)	–
Montant constaté dans les revenus de placements de l'exercice	(432 568)	–
	<b>10 813 566 \$</b>	<b>24 932 568 \$</b>

Des 10 813 566 \$ au 31 décembre 2000, 7 313 566 \$ seront constatés en réduction des immobilisations reliées aux systèmes de transaction sur les produits dérivés, et un montant de 3 500 000 \$, représentant la somme reçue de la CDNIX en vertu du deuxième addendum, sera constaté aux résultats lorsque les approbations nécessaires des commissions des valeurs mobilières auront été obtenues.

**4. ACQUISITION D'ENTREPRISE :**

Le 31 mars 2000, en vertu de l'entente de restructuration des bourses canadiennes du 15 mars 1999 (note 3), la compagnie a reçu 50 % des actions restantes de la CCCPD, société qui agit en qualité d'émettrice, de chambre de compensation et de garante de tous les produits dérivés négociés au Canada. Avant cette date, la compagnie détenait une participation de 50 % dans la CCCPD.

Le transfert a été comptabilisé à la juste valeur selon la méthode de l'achat pur et simple et les résultats d'exploitation depuis la date d'acquisition ont été inclus dans les états financiers consolidés.

Actifs acquis :	
Espèces et quasi-espèces	409 506 \$
Placements à court terme	7 403 247
Débiteurs	779 083
Règlements quotidiens à recevoir des membres de la chambre de compensation	34 095 018
Frais payés d'avance	138 160
Dépôts de couverture des membres	6 311 463
Dépôts au fonds de compensation	2 092 142
Immobilisations	1 030 816
	52 259 435
Passifs assumés :	
Créditeurs et charges à payer	862 342
Règlements quotidiens à payer aux membres de la chambre de compensation	34 095 018
Dépôts de couverture des membres	6 311 463
Dépôts au fonds de compensation	2 092 142
	43 360 965
Actifs nets	8 898 470
Écart d'acquisition	373 197
	9 271 667
Placement dans la CCCPD inscrits aux livres	(566 667)
Actifs nets reçus à la juste valeur	8 705 000 \$

Les contributions reportées au bilan ont été augmentées de la juste valeur de l'actif net acquis (note 3).

**5. ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES :**

	2000	1999
Espèces	391 980 \$	605 099 \$
Acceptation bancaire	5 270 432	–
	<b>5 662 412 \$</b>	605 099 \$

**6. PLACEMENTS :**

	2000			1999		
	Taux d'intérêt effectifs au 31 décembre 2000	Coût	Juste valeur	Taux d'intérêt effectifs au 31 décembre 1999	Coût	Juste valeur
Placements à court terme :						
Acceptation bancaire	5,78 %	5 081 139 \$	5 079 371 \$	4,96 %	13 932 568 \$	13 928 271 \$
Dépôt à terme	5,79 %	6 689 967	6 688 254	–	–	–
Obligations échéant au cours du prochain exercice	6,01 %	6 265 414	6 261 614	7,25 %	2 915 731	2 915 354
Bon du Trésor	5,40 %	5 421 405	5 438 015	–	–	–
		<b>23 457 925</b>	<b>23 467 254</b>		<b>16 848 299</b>	<b>16 843 625</b>
Placements à long terme :						
Obligations, échéant entre 1 an et moins de 5 ans	6,75 %	7 592 042	7 652 164	6,94 %	8 382 447	8 322 486
		<b>31 049 967 \$</b>	<b>31 119 418 \$</b>		<b>25 230 746 \$</b>	<b>25 166 111 \$</b>

La compagnie considère qu'un montant de 2 095 436 \$ en 2000 (2 095 436 \$ en 1999) d'obligations est réservé pour le Fonds de prévoyance.

La juste valeur de l'acceptation bancaire et des obligations est calculée selon les prix du marché.

**7. DÉPÔTS DE COUVERTURE DES MEMBRES ET DÉPÔTS AU FONDS DE COMPENSATION :**

Les dépôts en espèces des membres de la chambre de compensation sont détenus au nom de la CCCPD et présentés dans le bilan aux rubriques Dépôts de couverture en espèces des membres de la chambre de compensation et Dépôts en espèces du fonds de compensation. Les titres du gouvernement, les lettres de crédit et les autres titres sont déposés par les membres de la chambre de compensation auprès de dépositaires agréés aux termes de contrats irrévocables. Les membres de la chambre de compensation peuvent également déposer directement des lettres de crédit et des récépissés d'entiercement auprès de la CCCPD.

Le tableau ci-dessous présente les dépôts de couverture et du fonds de compensation hors caisse, qui n'apparaissent pas au bilan au 31 décembre 2000.

	2000	1999
	(en milliers)	
Dépôts de couverture :		
Titres du gouvernement à leur valeur nominale	1 013 698 \$	– \$
Lettres de crédit à leur valeur nominale	535 777	–
Titres de participation (pour compenser les positions vendeurs) à leur valeur marchande	369 081	–
	<b>1 918 556 \$</b>	– \$
Dépôts du fonds de compensation :		
Titres du gouvernement à leur valeur nominale	185 552 \$	– \$

**8. IMMOBILISATIONS :**

	2000		
	Prix coûtant	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Équipement, logiciel et développement informatiques	10 365 591 \$	6 890 274 \$	3 475 317 \$
Améliorations locatives	20 169 770	14 508 115	5 661 655
Mobilier, agencement et équipement	3 645 950	3 115 093	530 857
Système de négociation et de compensation en cours de développement	7 689 204	–	7 689 204
Contributions des autres bourses canadiennes	(5 780 374)	–	(5 780 374)
	<b>36 090 141 \$</b>	<b>24 513 482 \$</b>	<b>11 576 659 \$</b>

	1999		
	Prix coûtant	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Équipement, logiciel et développement informatiques	14 776 137 \$	8 716 989 \$	6 059 148 \$
Améliorations locatives	18 323 963	10 944 385	7 379 578
Mobilier, agencement et équipement	3 635 245	2 513 644	1 121 601
	<b>36 735 345 \$</b>	<b>22 175 018 \$</b>	<b>14 560 327 \$</b>

Au cours de l'année 2001, la compagnie cessera d'utiliser le système de négociation actuel ainsi que son parquet à la criée au profit d'un système de négociation des produits dérivés entièrement automatisé actuellement en développement. Une baisse de valeur de 2 945 773 \$ a donc été constatée aux résultats de l'exercice.

**9. CRÉDITS D'EXPLOITATION :**

La compagnie dispose de crédits d'exploitation de 5 000 000 \$. Ces crédits, lorsque utilisés, portent intérêt au taux préférentiel des institutions bancaires et sont renouvelables annuellement.

**10. CAPITAL-ACTIONS :**

Immédiatement avant la démutualisation, ayant eu lieu le 1<sup>er</sup> octobre 2000, le capital autorisé de la Bourse de Montréal était de 105 titres de membres dont 83 étaient émis.

Lors de la démutualisation, chaque membre ou personne détenant un titre de membre de la Bourse de Montréal a reçu 100 000 actions ordinaires du capital-actions de la compagnie. 8 300 000 actions ordinaires ont donc été émises pour un capital déclaré de 44 749 001 \$. Le surplus accumulé au 30 septembre 2000 a donc été alloué entièrement au capital-actions.

Le tableau suivant présente l'information concernant les surplus affectés :

	2000	1999
Surplus, au début de l'exercice	25 159 234 \$	29 504 007 \$
Bénéfice net (perte nette) pour la période du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2000 et pour l'exercice terminé le 31 décembre 1999, respectivement	19 589 767	(4 344 773)
Surplus aux 30 septembre 2000 et 31 décembre 1999, respectivement	44 749 001	25 159 234
Allocation des surplus accumulés au capital-actions le 1 <sup>er</sup> octobre 2000	(44 749 001)	–
	<b>– \$</b>	<b>25 159 234 \$</b>

Le Conseil d'administration de la CCCPD a déterminé que la CCCPD devrait maintenir une réserve générale de fonctionnement d'une somme égale aux dépenses estimées pour un exercice financier plus le montant déductible en vertu de ses polices d'assurance.

Le Conseil d'administration de la CCCPD a approuvé la constitution d'une réserve pour éventualités d'ordre technologique pour couvrir les dépenses prévues à l'égard du matériel informatique et des logiciels de l'ordre de 4 600 000 \$. Au cours de l'exercice 1999, la CCCPD a entrepris l'élaboration d'un nouveau système de compensation et a capitalisé à cet effet une somme de 1 900 000 \$ au 31 décembre 2000.

Les réserves pour les coûts de réinstallation et de restructuration ont trait aux coûts estimés afin de compléter le déménagement dans de nouveaux locaux en 2000, aux coûts reliés au changement de statut fiscal planifié et aux coûts reliés aux changements de certains processus technologiques et d'affaires anticipés au cours de l'exercice 2001.

**10. CAPITAL-ACTIONS (SUITE) :**

Les montants pour les réserves d'ordre technologique et pour les coûts de réinstallation et de restructuration sont transférés au capital non affecté lorsque les dépenses correspondantes seront imputées aux résultats. Le capital affecté de la CCCPD s'établit comme suit au 31 décembre 2000 :

Réserve générale de fonctionnement	3 977 000 \$
Réserve pour éventualités d'ordre technologique	4 600 000
Réserve pour les coûts de réinstallation et de restructuration	500 000
	9 077 000 \$

Le tableau suivant présente le capital-actions autorisé et émis au 31 décembre 2000 :

	2000	1999
Autorisé :		
Nombre illimité d'actions sans valeur nominale :		
Ordinaires, votantes et participantes		
Privilégiées, non votantes, dividende devant être déterminé lors de l'émission		
Émis :		
8 300 000 actions ordinaires	44 749 001 \$	— \$

Aucune personne, ni aucune personne liée à celle-ci, ne peut détenir, directement ou indirectement, plus de 10 % des actions ou d'une série donnée d'actions avec droit de vote de la compagnie.

**11. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS :**

Le Conseil d'administration (le « Conseil ») a approuvé, le 30 octobre 2000, la création d'un régime d'options d'achat d'actions ordinaires (« le régime ») à l'intention des dirigeants de la compagnie. La durée de chaque option et le nombre d'actions visées seront déterminés par le Conseil. Ainsi, les actions ordinaires susceptibles de faire l'objet d'options octroyées aux termes du régime sont au nombre de 830 000 actions. Le nombre maximal d'actions ordinaires qui peut faire l'objet d'options octroyées à une seule personne ne peut dépasser 5 % des actions ordinaires émises et en circulation de la compagnie. Le prix d'exercice de chaque option correspond au montant fixé par le Conseil sans toutefois être inférieur à la juste valeur marchande des actions à la date de l'octroi. Toutefois, lorsque les actions seront inscrites à la cote d'une bourse reconnue, le prix d'exercice correspondra au cours moyen pondéré des actions pour les cinq jours précédant la date d'attribution des options.

En aucun cas, la durée d'une option ne peut dépasser dix ans à compter de la date de son octroi.

Le régime est constitué de deux composantes, soit les options de performance et les options acquises avec le passage du temps. Ainsi, 50 % des options d'achat d'actions seront acquises après trois ans selon l'atteinte des objectifs de performance stipulés et fixés par le Conseil au moment de l'octroi et les 50 % des options d'achat d'actions restantes seront acquises sur une période de trois ans et pourront être levées en totalité ou en partie à tout moment de la manière suivante : 33,3 % à compter du premier anniversaire, 66,67 % à compter du second anniversaire et la totalité au troisième anniversaire de l'octroi.

Le 24 novembre 2000, 630 000 options d'achat d'actions ordinaires ont été octroyées. Le prix d'exercice de ces options est de 4,96 \$.

**12. ENGAGEMENTS :**

La compagnie loue ses locaux et des équipements en vertu de contrats de location-exploitation échéant entre 2001 et 2005.

Au 31 décembre 2000, le total des paiements minimums exigibles et les paiements minimums exigibles au cours de chacun des exercices à venir en vertu de ces contrats sont les suivants :

2001	3 304 617 \$
2002	2 784 161
2003	2 650 409
2004	2 543 205
2005	2 529 321
Total des paiements minimums exigibles	13 811 713 \$

En 2000, la compagnie s'est engagée par contrat avec Atos-Euronext pour l'achat et le développement d'un système de négociation des produits dérivés entièrement automatisé. En vertu de cette entente, la compagnie devra déboursier 1 085 063 \$ en 2001 à titre de frais d'implantation. La compagnie prévoit également engager 6 134 563 \$ en 2001 afin de compléter le développement du système.

Les contrats de licence et de maintenance sous-jacents du système de négociation sont valables jusqu'en 2005. Après cette date, ils sont renouvelables automatiquement pour des périodes successives de un an. Les frais annuels associés à ces contrats sont de 234 000 \$ pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2001 et de 1 534 000 \$ pour les années suivantes.

**12. ENGAGEMENTS (SUITE) :**

Les contrats de licence et de maintenance comportent également des frais d'accès qui varient en fonction de l'utilisation. Les frais d'accès sur une base annuelle sont au minimum de 27 300 \$ et au maximum de 1 326 000 \$.

La compagnie a également signé un contrat avec GL Trade dans le cadre du développement du nouveau système de négociation des produits dérivés. Les frais de licence annuels à payer à partir de 2001 sont pour leur part de 474 000 \$. Le contrat de licence avec GL Trade est renouvelable automatiquement pour des périodes successives de un an.

Une entente au montant de 439 000 \$ a été signée le 8 janvier 2001 pour la création du site Internet éducatif pour le volet formation. Le lancement du site est prévu pour 2001.

Au cours de l'année 1999, la CCCPD a entrepris l'élaboration d'un nouveau système de compensation dont le coût est estimé à 4 600 000 \$. De ce montant, 1 900 000 \$ ont déjà été engagés au 31 décembre 2000. Dans le cadre du projet, la CCCPD s'est engagée à verser 1 277 000 \$ à un tiers développeur en 2001 sur réception du système.

Fonds de prévoyance :

Le Fonds de prévoyance a été constitué afin d'assumer les éventuelles réclamations du Fonds canadien de protection des épargnants (« Fonds ») et autres éventualités reliées.

La compagnie participe, aux termes d'un engagement pour l'ensemble de l'industrie, au Fonds créé afin de rembourser les clients advenant la faillite d'un des participants agréés. La compagnie s'est engagée à contribuer un montant équivalant au moindre de 2 000 000 \$ et d'un montant égal à 10 % du montant total payé par le Fonds, sous réserve d'une responsabilité minimale égale au moindre de 1 000 000 \$ et du montant total payé par le Fonds pour les réclamations des clients de participants agréés en faillite sous sa juridiction de vérification. De plus, la compagnie s'est portée garante, avec les autres participants agréés du Fonds, des crédits d'exploitation du Fonds. Au 31 décembre 2000, ces crédits d'exploitation n'étaient pas utilisés. Par contre, elle pourra cotiser ses participants agréés pour récupérer toutes sommes versées en vertu de ses engagements envers le Fonds.

**13. ÉVENTUALITÉ :**

La compagnie est visée par une poursuite pour dommages et intérêts pour un montant de 926 000 \$ reliée à la fermeture du parquet. Ce litige n'en est qu'aux étapes préliminaires et son issue ne peut être prédite à l'heure actuelle. De l'avis de la direction, cette demande est sans fondement réel et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée au 31 décembre 2000.

**14. IMPÔTS SUR LE REVENU :**

a) Impôts sur le revenu :

La provision au titre de l'impôt sur le revenu diffère du montant déterminé en appliquant le taux combiné fédéral et provincial au bénéfice avant impôts sur le revenu tel que prévu par les lois.

Les raisons et les incidences fiscales de cet écart se présentent comme suit :

	2000	1999
Bénéfice avant impôts sur le revenu	15 683 472 \$	– \$
Moins :		
Bénéfice avant impôts sur le revenu de la Bourse de Montréal pour la période du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2000 i)	19 589 767	–
Perte avant impôts sur le revenu pour la période du 1 <sup>er</sup> octobre au 31 décembre 2000	(3 906 295)	–
Taux d'imposition prévu par les lois	38,3 %	–
Impôts sur le revenu calculé	(1 496 111)	–
Variation de la provision pour moins-value	1 352 883	–
Ajustement apporté aux actifs et aux passifs d'impôts futurs par suite de l'entrée en vigueur de modifications des taux d'imposition	547 015	–
Quote-part dans les résultats de la CCCPD du 1 <sup>er</sup> octobre au 31 décembre 2000 ii)	(48 390)	–
Incidence des écarts permanents	12 030	–
Impôts des grandes sociétés	18 105	–
Impôts sur le revenu	385 532 \$	– \$

**14. IMPÔTS SUR LE REVENU (SUITE) :**

## a) Impôts sur le revenu (suite) :

- i) Suite à la démutualisation, le 1<sup>er</sup> octobre 2000, la compagnie est devenue un organisme à but lucratif, soumise à l'impôt des compagnies. L'excédent des revenus sur les dépenses de la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2000 et le 30 septembre 2000, période au cours de laquelle la Bourse de Montréal était un organisme sans but lucratif, n'est pas soumis à l'impôt des compagnies.
- ii) L'excédent des revenus sur les dépenses de la CCCPD n'est pas imposable car la CCCPD est un organisme sans but lucratif au 31 décembre 2000. De plus, cet excédent est alloué au surplus affecté.

## b) Impôts futurs :

Les incidences fiscales des écarts temporaires donnant lieu à des tranches importantes des actifs et des passifs d'impôts sur le revenu sont les suivantes :

	2000	1999
Actifs d'impôts futurs :		
Contributions reportées	2 707 482 \$	– \$
Immobilisations	2 430 417	–
Perte d'opération reportable dans les exercices futurs	692 207	–
Frais de constitution	39 192	–
Placements à long terme	21 055	–
Actifs d'impôts futurs	5 890 353	–
Provision pour moins-value	(1 352 883)	–
	4 537 470	–
Passif d'impôts futurs :		
Placements	2 695	–
Passif d'impôts futurs	2 695	–
Actifs d'impôts futurs, net	4 534 775 \$	– \$

**15. BÉNÉFICE PAR ACTION :**

Le bénéfice par action est calculé en divisant le bénéfice net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le calcul a été effectué en posant l'hypothèse que les actions émises le 1<sup>er</sup> octobre 2000 étaient en circulation au 1<sup>er</sup> janvier 2000 et au 1<sup>er</sup> janvier 1999.

**1 6. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES CONCERNANT LES FLUX DE TRÉSORERIE :**

	2000	1999
a) Intérêts payés	– \$	4 971 \$
b) Variation nette des soldes hors caisse d'actif et de passif liés à l'exploitation :		
Débiteurs	(3 775 781) \$	598 943 \$
Frais payés d'avance	(999 178)	(92 177)
Créditeurs et charges à payer	509 622	(2 060 520)
Dépôts divers	(396 009)	(103 293)
	<b>(4 661 346) \$</b>	<b>(1 657 047) \$</b>
c) Opérations sans effet sur la trésorerie relatives aux :		
Activités d'investissement :		
Participation acquise dans la CCCPD dans le cadre de la restructuration des bourses	8 705 000 \$	– \$
Acquisition du système de négociation des produits dérivés financée par les contributions reportées	5 780 374	–
Acquisitions d'immobilisations financées à même les comptes à payer	124 349	(283 062)
Somme à recevoir de la Bourse de Toronto	–	11 000 000
Activités de financement :		
Participation acquise dans la CCCPD dans le cadre de la restructuration des bourses	8 705 000	–
Contributions reportées ayant servi à acquérir le système de négociation des produits dérivés	5 780 374	–
Portion non encaissée des contributions reportées	–	11 000 000

**1 7. INFORMATION SECTORIELLE :**

La compagnie exerce ses activités dans deux secteurs d'exploitation. Les activités commerciales de ces secteurs sont réalisées au Canada et se définissent comme suit :

Bourse :

En 2000, ce secteur agit à titre de bourse exclusive de produits dérivés au Canada par le biais d'une gamme complète de produits dérivés sur actions, indice et taux d'intérêt. En 1999, elle agissait également à titre de bourse de valeur et elle conserve en 2000 moins de 20 % de cette activité.

Chambre de compensation :

Ce secteur offre des services de compensation et de caution des produits dérivés sur actions, indice et taux d'intérêt.

	2000	1999
Revenus provenant des clients externes :		
Bourse	28 497 643 \$	36 769 865 \$
Chambre de compensation	3 158 615	–
Revenus de placements :		
Bourse	2 924 807	815 698
Chambre de compensation	599 477	–
Amortissement :		
Bourse	5 148 106	5 916 932
Chambre de compensation	189 233	–
(Perte) bénéfice avant éléments non récurrents :		
Bourse	(1 831 657)	3 672 675
Chambre de compensation	349 842	–
Éléments non récurrents :		
Bourse	17 165 287	(8 017 448)
Chambre de compensation	–	–
Impôts sur le revenu :		
Bourse	385 532	–
Chambre de compensation	–	–

**17. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE) :**

	2000	1999
Bénéfice net (perte nette) :		
Bourse	14 948 098 \$	(4 344 773) \$
Chambre de compensation	349 842	-
Acquisitions d'immobilisations :		
Bourse	7 880 032	6 497 179
Chambre de compensation	2 327 682	-
Éléments d'actif :		
Bourse	52 956 513	56 360 173
Chambre de compensation	29 457 806	-

**18. INSTRUMENTS FINANCIERS :**

## a) Risque de crédit :

La compagnie ne s'expose pas à des risques importants par rapport à un client à lui seul. La compagnie examine les antécédents du crédit du client et effectue des examens réguliers de la solvabilité des montants déjà accordés. Une provision pour créances douteuses est constituée en fonction des facteurs se rapportant au risque de crédit engendré par des clients particuliers, des tendances historiques et d'autres informations.

## b) Risque sur le taux d'intérêt :

Une variation des taux d'intérêt sur le marché fera varier la valeur du marché de l'acceptation bancaire, des obligations, du bon du Trésor et du dépôt à terme à la hausse ou à la baisse.

## c) Juste valeur des instruments financiers :

La valeur comptable des débiteurs et des créditeurs se rapproche de leur juste valeur du fait que ces instruments arrivent bientôt à échéance.

**19. GESTION DES RISQUES :**

À titre de chambre de compensation, la CCCPD assume les obligations qui découlent d'une défaillance des positions en instruments dérivés de l'un des membres. La CCCPD utilise diverses techniques pour réduire le risque de perte au minimum advenant une telle défaillance. La principale technique consiste à recevoir les dépôts de couverture en fonction du risque sous forme d'espèces, de lettres de crédit, d'actions et de titres du gouvernement négociables (note 7). Ainsi, lorsqu'un membre ne peut répondre à un appel de marge quotidien ou s'acquitter des obligations découlant des options ou des contrats à terme, les dépôts de couverture peuvent servir à diminuer les coûts de liquidation des positions engagés par la CCCPD.

Le système de couverture de la CCCPD est désormais appuyé par un système d'exemption de test de solidité financière, qui fait partie de son Programme amélioré de contrôle du capital. Ce processus, qui a été mis en œuvre en 2000, permet d'évaluer la solidité financière des membres pour ce qui est de répondre aux exigences de couverture dans l'éventualité d'un changement soudain ayant une incidence défavorable sur les conditions du marché. Les portefeuilles des membres sont soumis à des tests de solidité financière et les membres qui ne répondent pas aux critères établis par la CCCPD sont tenus de fournir un dépôt de couverture de solidité financière.

La CCCPD possède également un fonds de compensation qui se compose de dépôts en espèces et de dépôts de titres effectués par des membres de la chambre de compensation (note 7). Ce fonds sert à couvrir le coût de liquidation des positions d'un membre en cas de défaillance si ce coût excède le montant des dépôts de couverture qui lui avaient été réclamés. Le niveau total des fonds de compensation devant être déposés par chaque membre de la chambre de compensation est équivalent à 12 % du total des exigences les plus élevées de couverture quotidiennes de ce membre au cours du dernier mois civil.

Si, en cas de défaillance d'un membre de la chambre de compensation, il s'avère nécessaire d'obtenir du financement additionnel pour procéder à la liquidation, la CCCPD a le droit d'exiger des membres une contribution additionnelle égale à leur contribution antérieure au fonds de compensation.

La CCCPD a conclu des facilités de crédit de soutien renouvelables totalisant 50 000 000 \$ auprès de banques canadiennes de l'annexe I en vue de fournir des liquidités advenant une défaillance d'un membre de la chambre de compensation. Dans le cadre de ces facilités de crédit, les emprunts doivent être garantis et portent intérêt au taux préférentiel des banques. Ces facilités de crédit n'ont pas été utilisées au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2000.

**20. CHIFFRES CORRESPONDANTS :**

Certains chiffres correspondants de l'exercice antérieur ont été réagencés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée au cours de l'exercice.

## NOTRE COMITÉ DE DIRECTION



**Giovanni Giarrusso**

■ *Premier vice-président et directeur général, Marchés et affaires institutionnelles*

**René Millette**

■ *Chef de la stratégie de technologie de l'information*

**Luc Bertrand**

■ *Président et chef de la direction*

**Philippe Loumeau**

■ *Premier vice-président et directeur général, Développement des affaires, marketing et stratégie*

**Louise Laflamme**

■ *Première vice-présidente, Finances, ressources humaines et administration*

# NOS EMPLOYÉS

AU 31 MARS 2001

## A

Valérie AGUIRRE  
Joao ALMEIDA  
Claudio ANSUINI  
Carole ARSENAULT  
Luc ARSENAULT  
Mathieu AVON

## B

Frank BARILLARO  
Martine BEAUDETTE  
Colette BÉLANGER  
Thomas BÉLANGER  
Serge BÉLIVEAU  
Jean BÉRARD  
Bruno BERKOVITS  
Éric BERNARD  
Luc BERTRAND  
Jacques BÉRUBÉ  
Chantale BESSETTE  
Léon BITTON  
Gérald BOLDUC  
Manon BOMBARDIER  
Éric BOUCHARD  
Nancy BOUCHER  
Andrea BOULANGER  
François BOURASSA  
Richard BOURBONNIÈRE  
Mark BOURCIER  
Nicole BOURQUE  
Colm Michael BOYLE  
Nathalie BRASSARD  
Marie-José BRIAND  
Philippe BRIZARD

## C

Jean CAPUTO  
Louise CARON  
Francesco CATANZARO  
Line CHAPDELAINE  
Danielle CHARBONNEAU  
Marco CICCARELLI  
Marie-Noëlle CLOUTIER  
Steven CLOUTIER  
Yves CLOUTIER  
Francis COCHE  
Patricia COUTU  
Stéphane COUSINEAU

## D

Bruno D'ADDETTA  
Marc DALLAIRE  
Pasquale D'AMBROSIO  
Marco D'AMICO  
Cathy DEARN  
Philippe DENOLF  
Yolande DESLANDES  
Mathieu DESROCHERS  
Josie DI IOIA  
Natalino DI STEFANO  
Franco D'ONOFRIO  
Louis DOYLE  
Alain DUMONT  
Johanne DUPONT  
Anne DURAND

## E

Francine ETHIER

## F

Raymond FORTIN  
Steven FREIRE

## G

Maryse GAGNÉ  
Brian Zave GELFAND  
Martin GENDRON  
Guylaine GEOFFROY  
Mike GERACE  
Giovanni GIARRUSSO  
Virginie GONTHIER  
Claudette GOSSELIN  
France GOULET  
Claudia GOURDE  
Sonia GOYETTE  
Marie-Sol GRONDIN  
Martin GROULX  
Jean GUILBAULT  
Élyse GUILMETTE

## H

Mélanie HAINS  
Antoine HAMAOU  
Francine HAMELIN  
Miki HARRAR  
Brian HILL  
Sean HILL

## I

Norman IMPERATORI

## J

Stephan JACOB

## K

Henry KONCEWICZ  
Emmanuel KRITIKOS  
John KRITIKOS  
Anne-Marie KURDI

## L

Louise LAFLAMME  
Lyné LAFLEUR  
Isabelle LAGACÉ  
Robert LAMARCHE  
François LAMBERT  
Laurent LAMI  
Michel LANDRIPET  
Nancy LANTAGNE  
René LAPOINTE  
Michel LAPRADE  
Marie-Josée LARAMÉE  
Christiane LAVALLÉE  
Alain LAURENDEAU  
Élaine LAURENT  
Martyne LAVOIE  
Sébastien LEBLANC  
Sébastien LEBRUN-BRABANT  
Gisèle LECAVALIER  
Louise LECLAIR  
Lucie LEDUC  
Catherine LEFEBVRE  
Thérèse LEFEBVRE  
Céline LÉGARÉ  
David LE HOUX  
Marielle LE NAOUR  
Josée LEPAGE  
Yves LEPAGE  
Ronald J. LLAMADO  
Paul LOISELLE  
Piero LOMAGLIO  
Philippe LOUMEAU

## M

Suzie MAILLÉ  
Sylvain MARTEL  
David MARTINEAU  
Diane MATHIEU  
Ann McCARTHY  
Sylvie MÉRINEAU  
Italo MEROLA  
Maria MIGUEL  
René MILLETTE  
Lafèche MONTREUIL  
Françoise MORIN  
Stéphane MORIN  
Ralph MORISSEAU

## N

Minh Hoang NGUYEN  
Martin NOËL

## O

Domenic OMOBONO

## P

Joseph PACHECO  
Ingrid PIERRE-LOUIS  
Éric POITRAS  
Francine POMINVILLE  
Maryse PORTELANCE  
Edwige POUPART

## R

Sylvain RACINE  
Yannick RÉMIN  
Réjean RHÉAUME  
Ginette RODRIGUE  
Isabeau ROSSEEL  
Pierre ROSTAN  
Jacques ROY

## S

Joëlle SAINT-ARNAULT  
Claudine SAMRAY  
Bernard SANTERRE  
Concetta SAVOIA  
Kosta SEGOUNIS  
Frédéric SIMARD

## T

Kenny TANG  
Jacques TANGUAY  
Robert A. TASCA  
Dolores TAYLOR  
Lise TESSIER  
Rosanna TETI  
Mona THÉRIault  
Josée THIFFAULT  
Amrita THIND  
Ralph TOMASIELLO  
Jean-Yves TREMPÉ  
Errico TROPANO

## V

Cynthia VAN SUNDERT  
François VENDETTE  
Martin VERVILLE  
Chantal VILLENEUVE

## W

Éric WHEATLEY  
David WILSON

## GESTIONNAIRES

(Décembre 2000)

### Luc Bertrand

Président et chef de la direction

### Léon Bitton

Vice-président, Recherche et développement

### Richard Bourbonnière

Vice-président, Opérations des parquets

### Line Chapdelaine

Responsable, Communications

### Beaudoin Daigneault

Directeur, Services informatiques

### Louis Doyle

Directeur, Division actions

### Giovanni Giarrusso

Premier vice-président et directeur général, Marchés et affaires institutionnelles

### Sonia Goyette

Directrice, Ressources humaines

### Louise Laflamme

Première vice-présidente, Finances, ressources humaines et administration

### Alain Laurendeau

Directeur, Finances et administration

### Philippe Loumeau

Premier vice-président et directeur général, Développement des affaires, marketing et stratégie

### Ann McCarthy

Représentante principale, Marketing, produits dérivés

### René Millette

Chef de la stratégie de technologie de l'information

### Sylvain Racine

Directeur, inspections et politiques de marge et de capital, Division de la réglementation

### Joëlle Saint-Arnault

Secrétaire générale et directrice des affaires juridiques

### Jacques Tanguay

Vice-président, Division de la réglementation

### Rosanna Teti

Vice-présidente, Services informatiques

### Jean-Yves Trempe

Directeur, Informations de marché

## COMITÉS

(Décembre 2000)

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

#### Personnes reliées à un participant agréé :

#### Jacques O. Nadeau

Président

Vice-président du conseil

Yorkton Valeurs Mobilières Inc.

#### Pierre Gloutney

Vice-président

Président, chef de la direction et administrateur

Refco, Valeurs Mobilières (Canada) Ltée

#### Luc Bachand

Premier directeur général  
BMO Nesbitt Burns Ltée/Ltd.

#### André Dubuc

Vice-président exécutif, Trésorerie  
Marchés financiers et Gestion de risques  
Banque Laurentienne du Canada

#### Jean-Pierre Gallardo

Président, chef de la direction et administrateur  
FIMAT Produits Dérivés Canada Inc.

#### James T. Kiernan

Président  
Goldman Sachs Canada Inc.

#### Thomas S. Monahan

Directeur général  
Marchés mondiaux CIBC Inc.

#### William W. Moriarty

Directeur général, Chef de la division  
des opérations sur actions mondiales  
RBC Dominion valeurs mobilières Inc.

#### Louis Vachon

Premier vice-président  
Trésorerie et marchés financiers  
Banque Nationale du Canada

#### Personnes non reliées à un participant agréé :

#### Gretta Chambers

Gouverneur émérite de l'Université  
McGill et journaliste

#### André Desaulniers

Président  
Pyrénées Capital Limited

#### Claude Garcia

Président des opérations canadiennes  
Compagnie d'assurance Standard Life

#### Carmand Normand

Président  
Addenda Capital Inc.

#### David Patterson

Président du conseil et chef de la direction  
Gestionnaires de capitaux Neuchâtel Ltée

#### Jacques Topping

Administrateur  
I.N.O.

### Laurent Verreault

Président et chef de la direction  
Groupe Laperrière & Verreault inc.

### Luc Bertrand\*

Président et chef de la direction  
Bourse de Montréal Inc.

### Giovanni Giarrusso\*

Premier vice-président et  
directeur général,  
Marchés et affaires institutionnelles  
Bourse de Montréal Inc.

\*Dirigeant de la compagnie

#### Personnel participant de la Bourse :

### Joëlle Saint-Arnault

### Claudine Samray

### COMITÉ EXÉCUTIF

#### Jacques O. Nadeau

Président  
Vice-président du conseil  
Yorkton Valeurs Mobilières Inc.

#### Pierre Gloutney

Vice-président  
Président, chef de la direction et  
administrateur  
Refco, Valeurs Mobilières (Canada) Ltée

#### Jean-Pierre Gallardo

Président, chef de la direction et  
administrateur  
FIMAT Produits Dérivés Canada Inc.

#### James T. Kiernan

Président  
Goldman Sachs Canada Inc.

#### Thomas S. Monahan

Directeur général  
Marchés mondiaux CIBC Inc.

#### Luc Bertrand

Président et chef de la direction  
Bourse de Montréal Inc.

#### Personnel participant de la Bourse :

### Joëlle Saint-Arnault

### Claudine Samray

### COMITÉ D'INSCRIPTION

#### Luc Bachand

Président  
Premier directeur général  
BMO Nesbitt Burns Ltée/Ltd.

#### François Gervais

Vice-président  
Directeur général, financement global  
des sociétés  
Marchés mondiaux CIBC Inc.

#### Francine Allaire

Présidente et chef de l'exploitation  
Valeurs mobilières Desjardins inc.

#### Alain Auclair

Vice-président,  
Services bancaires d'investissement  
UBS Bunting Warburg Inc.

#### Julien Béliveau

Président du conseil et chef de la direction  
DLJ Canada Inc.

#### Marc A. Courtois

Directeur général  
RBC Dominion valeurs mobilières Inc.

#### Pierre Rougeau

Directeur, Services bancaires  
d'investissement au Québec  
UBS Bunting Warburg Inc.

#### Personnel participant de la Bourse :

### Louis Doyle

### COMITÉ D'INSPECTION

#### Yvan Naud

Président  
Premier vice-président et directeur général  
Financière Banque Nationale Inc.

#### Thomas G. Aiken

Vice-président  
Directeur financier, trésorier et  
administrateur  
MacDougall, MacDougall & MacTier Inc.

#### Réjean Duguay

Vice-président, secrétaire-trésorier et  
administrateur  
Le Groupe Option Retraite inc.

#### Gilles Ouimet

Vice-président et directeur administratif  
régional  
Merrill Lynch Canada Inc.

#### Yves Ruest

Vice-président – Finances et  
Administration et directeur financier  
Valeurs mobilières Banque  
Laurentienne inc.

**Pierre Trahan**

Président et administrateur  
Darier, Hentsch (Canada) Inc.

**André Zanga**

Vice-président et contrôleur  
Casgrain et Compagnie Limitée

**Personnel participant de la Bourse :**

Jacques Tanguay

Giovanni Giarrusso

Sylvain Racine

**COMITÉ DES USAGERS****André Dubuc**

Président

Vice-président exécutif, Trésorerie  
Marchés financiers et Gestion de risques  
Banque Laurentienne du Canada

**Kevin Duggan**

Manager of Equity Derivative Trading  
Régime de retraite des enseignantes et des  
enseignants de l'Ontario

**Steven Elgee**

Directeur général exécutif  
Valeurs des produits dérivés  
BMO Nesbitt Burns Inc.

**Jean-Pierre Gallardo**

Président, chef de la direction et  
administrateur  
FIMAT Produits Dérivés Canada Inc.

**Karl Gauvin**

Chef des placements  
TAL Gestion globale d'actifs inc.

**Gérard Guilbault**

Vice-président  
Trésorerie et placements mobiliers  
Opvest

**Peter Haynes**

Vice-President and Director  
Index Products  
TD Newcrest Inc.

**Jean-Hugues Lafleur**

Directeur des marchés financiers  
Hydro-Québec

**Richard Lesage**

Premier vice-président et  
chef des placements  
Société de gestion des placements du  
Nouveau-Brunswick

**Ian A. Macdonald**

Directeur principal, Division des  
opérations sur actions mondiales,  
Produits dérivés d'actions canadiennes  
RBC Dominion valeurs mobilières Inc.

**Justin Paquet**

Vice-président exécutif et  
directeur général revenu fixe  
Financière Banque Nationale Inc.

**Mario Therrien**

Vice-président, Gestion tactique Varan  
Caisse de dépôt et placement du Québec

**Personnel participant de la Bourse :**

Claudine Samray

Léon Bitton

Philippe Loumeau

**COMITÉ DE MISE EN  
CANDIDATURE****Jacques O. Nadeau**

Président

Vice-président du conseil  
Yorkton Valeurs Mobilières Inc.

**Pierre Gloutney**

Vice-président

Président, chef de la direction et  
administrateur  
Refco, Valeurs Mobilières (Canada) Ltée

**René G. Jarry**

Premier vice-président exécutif  
Financière Banque Nationale Inc.

**Gretta Chambers**

Gouverneur émérite de l'Université  
McGill et journaliste

**Luc Bertrand**

Président et chef de la direction  
Bourse de Montréal Inc.

**COMITÉ DU PARQUET – OPTIONS****Daniel Brabant**

Président

Premier négociateur  
BMO Nesbitt Burns Ltée/Ltd.

**Stephen Wiseman**

Vice-président  
Négociateur indépendant

**Fernando Calvo**

Négociateur indépendant

**Mark Desjardins**

Négociateur d'options  
Valeurs Mobilières TD Inc.

**Michel Lorber**

Négociateur d'options  
Financière Banque Nationale Inc.

**Michel Sévigny**

Vice-président  
RBC Dominion valeurs mobilières Inc.

**Personnel participant de la Bourse :**

Lafèche Montreuil

Carole Arseneault

Richard Bourbonnière

Philippe Denolf

**COMITÉ DE VÉRIFICATION****Louis Vachon**

Président

Premier vice-président  
Trésorerie et marchés financiers  
Banque Nationale du Canada

**Carmand Normand**

Président  
Addenda Capital Inc.

**Laurent Verreault**

Président et chef de la direction  
Groupe Laperrière & Verreault inc.

**Personnel participant de la Bourse :**

Louise Laflamme

Luc Bertrand

**COMITÉ SPÉCIAL DE LA  
RÉGLEMENTATION****Marie Giguère**

Présidente

Première vice-présidente,  
chef des services juridiques et secrétaire  
Molson Inc.

**Nabil Antaki**

Professeur titulaire  
Faculté de droit  
Université Laval

**Pierre-Paul Côté**

Professeur titulaire  
Faculté de droit  
Université de Montréal

**Jean-Pierre Gallardo**

Président, chef de la direction et  
administrateur  
FIMAT Produits Dérivés Canada Inc.

**Pierre Lizé**

Directeur régional  
Valeurs Mobilières Berkshire Inc.

**Louis Vachon**

Premier vice-président  
Trésorerie et marchés financiers  
Banque Nationale du Canada

**Luc Bertrand**

Président et chef de la direction  
Bourse de Montréal Inc.

**Personnel participant de la Bourse :**

Jacques Tanguay

Sylvain Racine

Catherine Lefebvre

**COMITÉ DES RESSOURCES  
HUMAINES****Jacques O. Nadeau**

Président

Vice-président du conseil  
Yorkton Valeurs Mobilières Inc.

**Pierre Gloutney**

Vice-président

Président, chef de la direction et  
administrateur  
Refco, Valeurs Mobilières (Canada) Ltée

**Claude Garcia**

Président des opérations canadiennes  
Compagnie d'assurance Standard Life

**Thomas S. Monahan**

Directeur général  
Marchés mondiaux CIBC Inc.

**Luc Bertrand**

Président et chef de la direction  
Bourse de Montréal Inc.

**Personnel participant de la Bourse :**

Louise Laflamme

**COMITÉ DU BUDGET****Jacques O. Nadeau**

Président

Vice-président du conseil  
Yorkton Valeurs Mobilières Inc.

**Pierre Gloutney**

Vice-président

Président, chef de la direction et  
administrateur  
Refco, Valeurs Mobilières (Canada) Ltée

**Luc Bertrand**

Président et chef de la direction  
Bourse de Montréal Inc.

**Personnel participant de la Bourse :**

Louise Laflamme

## PARTICIPANTS AGRÉÉS DE BOURSE DE MONTRÉAL INC.

au 31 décembre 2000

### **Altamira Securities**

The Exchange Tower  
130 King Street West  
Suite 900  
Toronto, Ontario M5X 1K9  
(416) 507-7000

### **Beacon Securities Limited**

1707 Grafton Street  
Halifax, Nova Scotia B3J 2C6  
(902) 423-1260

### **BMO Nesbitt Burns Inc.**

One First Canadian Place  
5th Floor, P.O. Box 150  
Toronto, Ontario M5X 1H3  
(416) 359-4000  
  
1501, avenue McGill College  
Bureau 3200  
Montréal (Québec) H3A 3M8  
(514) 286-7200

### **BMO Nesbitt Burns Ltée/Ltd.**

One First Canadian Place  
5th Floor, P.O. Box 150  
Toronto, Ontario M5X 1H3  
(416) 359-4000  
  
1501, avenue McGill College  
Bureau 3200  
Montréal (Québec) H3A 3M8  
(514) 286-7200

### **Brockhouse & Cooper Inc.**

1250, boulevard René-Lévesque Ouest  
Bureau 4025  
Montréal (Québec) H3B 4W8  
(514) 932-7171

### **C.M. Oliver & Company Limited**

1770 Burrard Street  
Suite 300  
Vancouver, British Columbia V6J 3G7  
(604) 605-4000

### **Capital Newcrest Inc.**

199 Bay Street  
Suite 1905, P.O. Box 403  
Toronto, Ontario M5L 1G3  
(416) 862-9160  
  
1800, avenue McGill College  
Bureau 2102  
Montréal (Québec) H3A 3J6  
(514) 845-4262

### **Casgrain & Compagnie Limitée**

500, boulevard René-Lévesque Ouest  
Bureau 1625  
Montréal (Québec) H2Z 1W7  
(514) 871-8080

### **Charles Schwab Canada, Co.**

207 Queen's Quay West  
Suite 800  
Toronto, Ontario M5J 1A7  
(416) 359-1900  
  
1411, rue Peel  
Bureau 200  
Montréal (Québec) H3A 1S5  
(514) 284-9999

### **Chouinard, McNamara Inc.**

387, rue Clifton  
Otterburn Park (Québec) J3H 1X4  
(450) 467-0446

### **Commission Direct Inc.**

121 King Street West  
Suite 1010, P.O. Box 11  
Toronto, Ontario M5H 3T9  
(416) 842-4200

### **Corporation Canaccord Capital (La)**

Pacific Centre  
609 Granville Street  
Suite 2200, P.O. Box 10337  
Vancouver, British Columbia V7Y 1H2  
(604) 643-7300  
  
1010, rue Sherbrooke Ouest  
Bureau 1100  
Montréal (Québec) H3A 2R7  
(514) 844-5443

### **Corporation de valeurs mobilières**

**Dundee**  
320 Bay Street  
8th Floor  
Toronto, Ontario M5H 4A6  
(416) 350-3250  
  
1, Place Ville-Marie  
Bureau 3601  
Montréal (Québec) H3B 3P2  
(514) 396-0333

### **Corporation financière Fortune (La)**

(suspendue depuis le 31 août 1999)  
123 Commerce Valley Drive East  
Suite 310  
Thornhill, Ontario L3T 7W8  
(905) 762-0708, poste 29

### **Corporation Recherche Capital**

Ernst & Young Tower  
Toronto-Dominion Centre  
222 Bay Street  
Suite 1500, P.O. Box 265  
Toronto, Ontario M5K 1J5  
(416) 860-7600  
  
4, Place Ville-Marie  
Bureau 100  
Montréal (Québec) H3B 2E7  
(514) 399-1500

### **Corporation Valeurs Mobilières F. C. G.**

800 Bay Street  
Suite 600  
Toronto, Ontario M5S 3A9  
(416) 645-4000

### **Courtage à escompte Banque Nationale Inc.**

1100, rue University  
7<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H3B 2G7  
(514) 394-6900

### **CTI Capital Inc.**

1, Place Ville-Marie  
Bureau 1635  
Montréal (Québec) H3B 2B6  
(514) 861-3500

### **Darier, Hentsch (Canada) Inc.**

3655, rue Redpath  
Montréal (Québec) H3G 2G9  
(514) 288-2991

### **Demers Conseil inc.**

615, boulevard René-Lévesque Ouest  
Bureau 1120  
Montréal (Québec) H3B 1P5  
(514) 879-1702

### **Deutsche Bank valeurs mobilières limitée**

Ernst & Young Tower  
Toronto-Dominion Centre  
222 Bay Street  
Suite 1100, P.O. Box 64  
Toronto, Ontario M5K 1E7  
(416) 682-8000

### **DLJ Canada Inc.**

4584, rue St-Denis  
Bureau 400  
Montréal (Québec) H2J 2L3  
(514) 949-7368

### **Dubeau Capital & Compagnie Ltée**

5600, boulevard des Galeries  
Bureau 530  
Québec (Québec) G2K 2H6  
(418) 628-5533

### **E\*TRADE Institutional (Canada) Corporation**

67 Yonge Street  
Suite 1400  
Toronto, Ontario M5E 1J8  
(416) 364-9000

### **Edward Jones**

Sussex Centre  
90 Burnhamthorpe Road West  
9th Floor  
Mississauga, Ontario L5B 3C3  
(905) 306-8600

### **FIMAT Produits Dérivés Canada Inc.**

1501, avenue McGill College  
Bureau 1930  
Montréal (Québec) H3A 3M8  
(514) 841-6200

### **Financière Banque Nationale Inc.**

Édifice Sun Life  
1155, rue Metcalfe  
Montréal (Québec) H3B 4S9  
(514) 879-2222  
  
121 King Street West  
Suite 600  
Toronto, Ontario M5H 3T9  
(416) 865-7400

### **Friedberg Mercantile Group**

BCE Place  
181 Bay Street  
Suite 250, P.O. Box 866  
Toronto, Ontario M5J 2T3  
(416) 364-2700

### **Georgia Pacific Securities Corporation**

Two Bentall Centre  
555 Burrard Street  
Suite 1745  
Vancouver, British Columbia V7X 1S6  
(604) 668-1800

### **Global Securities Corporation**

Three Bentall Centre  
595 Burrard Street  
11th Floor  
Vancouver, British Columbia V7X 1C4  
(604) 689-5400

### **Golden Capital Securities Limited**

1177 Hastings Street West  
Suite 168  
Vancouver, British Columbia V6E 2K3  
(604) 688-1898

### **Goldman Sachs Canada Inc.**

150 King Street West  
Suite 1201  
Toronto, Ontario M5H 1J9  
(416) 343-8900  
  
600, boulevard de Maisonneuve Ouest  
Bureau 2350  
Montréal (Québec) H3A 3J2  
(514) 499-1510

### **Great Pacific Management Co. Ltd.**

1125 Howe Street  
4th Floor  
Vancouver, British Columbia V6Z 2K8  
(604) 669-1143

**Griffiths McBurney & Associés**

145 King Street West  
Suite 1100  
Toronto, Ontario M5H 1J8  
(416) 367-8600  
1002, rue Sherbrooke Ouest  
Bureau 2110  
Montréal (Québec) H3A 3L6  
(514) 288-7774

**Groome Capital.com Inc.**

1, Place Ville-Marie  
Bureau 2707  
Montréal (Québec) H3B 4G4  
(514) 878-0079

**Groupe Dlouhy Merchant Inc.**

1350, rue Sherbrooke Ouest  
Bureau 1200  
Montréal (Québec) H3G 1J1  
(514) 845-8111

**Groupe Option Retraite Inc. (Le)**

455, rue St-Antoine Ouest  
Bureau 201  
Montréal (Québec) H2Z 1J1  
(514) 861-0777

**Hampton Securities Limited**

141 Adelaide Street West  
Suite 1800  
Toronto, Ontario M5H 3L5  
(416) 862-7800

**Haywood Securities Inc.**

1100-400 Burrard Street  
Vancouver, British Columbia V6C 3A6  
(604) 643-1100

**Jones, Gable & Compagnie Limitée**

110 Yonge Street  
Suite 600  
Toronto, Ontario M5C 1T6  
(416) 362-5454  
759, square Victoria  
Bureau 203  
Montréal (Québec) H2Y 2J7  
(514) 288-2520

**Lafferty, Harwood & Associés Ltée**

2020, rue University  
Bureau 1920  
Montréal (Québec) H3A 2A5  
(514) 287-7306

**Leduc & Associés Valeurs  
mobilières inc.**

2020, rue University  
Bureau 1310  
Montréal (Québec) H3A 2A5  
(514) 499-1066

**Loewen, Ondaatje,  
McCutcheon Limitée**

Hazelton Lanes, East Tower  
55 Avenue Road  
Suite 2250, P.O. Box 8  
Toronto, Ontario M5R 3L2  
(416) 964-4455  
1200, avenue McGill College  
Bureau 1900  
Montréal (Québec) H3B 4G7  
(514) 393-4600

**MacDougall, MacDougall &  
MacTier Inc.**

Place du Canada  
Bureau 2000  
Montréal (Québec) H3B 4J1  
(514) 394-3000

150 King Street West  
Suite 2510, P.O. Box 13  
Toronto, Ontario M5H 1J9  
(416) 977-0663

**Maison Placements Canada Inc.**

130 Adelaide Street West  
Suite 906  
Toronto, Ontario M5H 3P5  
(416) 947-6040

**Maple Partners Futures Corp.**

Maritime Life Tower  
79 Wellington Street West  
Suite 3500  
Toronto, Ontario M5K 1K7  
(416) 350-8200

**Marchés mondiaux CIBC Inc.**

BCE Place  
161 Bay Street  
P.O. Box 500  
Toronto, Ontario M5J 2S8  
(416) 594-7000  
600, boulevard de Maisonneuve Ouest  
Bureau 3050  
Montréal (Québec) H3A 3J2  
(514) 847-6300

**Maxima Capital Inc.**

321, rue de la Commune Ouest  
Bureau 100  
Montréal (Québec) H2Y 2E1  
(514) 843-4000

**Merrill Lynch Canada Inc.**

BCE Place  
181 Bay Street  
Suite 400  
Toronto, Ontario M5J 2V8  
(416) 369-7400  
1250, boulevard René-Lévesque Ouest  
Bureau 3100  
Montréal (Québec) H3B 4W8  
(514) 846-1050

**Morgan Stanley Canada Limitée**

181 Bay Street  
Suite 3700  
Toronto, Ontario M5J 2T3  
(416) 943-8400  
1501, avenue McGill College  
Bureau 2310  
Montréal (Québec) H3A 3M8  
(514) 847-7400

**Odlum Brown Limited**

Pacific Centre  
609 Granville Street  
Suite 1800, P.O. Box 10012  
Vancouver, British Columbia V7Y 1A3  
(604) 669-1600

**Pacific International Securities Inc.**

666 Burrard Street  
Suite 1900  
Vancouver, British Columbia V6C 3N1  
(604) 664-2900

**Pictet (Canada), société en commandite**

1800, avenue McGill College  
Bureau 2900  
Montréal (Québec) H3A 3J6  
(514) 288-8161

**Polar Securities Inc.**

350 Bay Street  
13th Floor  
Toronto, Ontario M5H 2S6  
(416) 367-4364

**Pollitt & Co. Inc.**

Commerce Court North  
25 King Street West  
Suite 1101, P.O. Box 94  
Toronto, Ontario M5L 1B9  
(416) 365-3313  
625, boulevard René-Lévesque Ouest  
Bureau 315  
Montréal (Québec) H3B 1R2  
(514) 395-8910

**Rampart Securities Inc.**

55 University Avenue  
Suite 1000  
Toronto, Ontario M5J 2P8  
(416) 867-6000  
2000, avenue McGill College  
Bureau 950  
Montréal (Québec) H3A 3H3  
(514) 286-3367  
**Raymond James Ltd.**  
601 Hastings Street West  
Suite 1000  
Vancouver, British Columbia V6B 5E2  
(604) 654-1111

Scotia Plaza  
40 King Street West  
Suite 5300  
Toronto, Ontario M5H 3Y2  
(416) 777-4933

**RBC Dominion valeurs mobilières Inc.**

Royal Bank Plaza, North Tower  
P.O. Box 50  
Toronto, Ontario M5J 2W7  
(416) 842-2000  
1, Place Ville-Marie  
3<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H3B 4R8  
(514) 878-7000

**Refco, Valeurs Mobilières  
(Canada) Ltée**

BCE Place  
Canada Trust Tower  
161 Bay Street  
Suite 3630, P.O. Box 702  
Toronto, Ontario M5J 2S1  
(416) 862-7000  
800, square Victoria  
Bureau 4110, C.P. 313  
Montréal (Québec) H4Z 1G8  
(514) 866-1000

**Sands Brothers Canada, Ltd.**

Toronto-Dominion Centre  
Canadian Pacific Tower  
100 Wellington Street West  
21st Floor  
Toronto, Ontario M5K 1A1  
(416) 363-0046

**Scotia Capitaux Inc.**

Scotia Plaza  
40 King Street West  
Station A, P.O. Box 4085  
Toronto, Ontario M5W 2X6  
(416) 863-7411  
Tour Scotia  
1002, rue Sherbrooke Ouest  
6<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H3A 3L6  
(514) 287-3600

**Services d'Investissement TD**

**Waterhouse (Canada) Inc.**  
Toronto-Dominion Centre  
66 Wellington Street West  
27th Floor, P.O. Box 1  
Toronto, Ontario M5K 1A2  
(416) 982-5238  
500, rue St-Jacques  
6<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H2Y 1S1  
(514) 289-8439

**Services de courtage VERSUS Inc.**

BCE Place  
181 Bay Street  
Suite 3810  
Toronto, Ontario M5J 2T3  
(416) 214-1960

**Services Financiers Penson Canada Inc.**

360, rue St-Jacques Ouest  
Bureau 1201  
Montréal (Québec) H2Y 1P5  
(514) 841-9665

**Société Générale Valeurs  
Mobilières Inc.**

1501, avenue McGill College  
Bureau 1800  
Montréal (Québec) H3A 3M8  
(514) 841-6150

**Taurus Capital Markets Ltd.**

Scotia Plaza  
40 King Street West  
Suite 3000  
Toronto, Ontario M5H 3Y2  
(416) 361-2000

**Thomson Kernaghan & Cie Limitée**

365 Bay Street  
Suite 1000  
Toronto, Ontario M5H 2V2  
(416) 860-8800  
500, boulevard René-Lévesque Ouest  
Bureau 1501  
Montréal (Québec) H2Z 1W7  
(514) 393-1144

**UBS Bunting Warburg Inc.**

BCE Place  
161 Bay Street  
Suite 4100, P.O. Box 617  
Toronto, Ontario M5J 2S1  
(416) 364-3293  
1010, rue Sherbrooke Ouest  
Bureau 2510  
Montréal (Québec) H3A 2R7  
(514) 842-8726

**Union Securities Ltd.**

Pacific Centre  
900-609 Granville Street  
P.O. Box 10341  
Vancouver, British Columbia V7Y 1H4  
(604) 687-2201

**Valeurs mobilières Banque  
Laurentienne inc.**

1981, avenue McGill College  
Bureau 1900  
Montréal (Québec) H3A 3K3  
(514) 350-2800

**Valeurs mobilières**

**Credifinance Limitée**  
130 Adelaide Street West  
Suite 3303  
Toronto, Ontario M5H 3P5  
(416) 955-0159

**Valeurs mobilières Crédit Suisse First  
Boston Canada Inc.**

1 First Canadian Place  
Suite 3000, P.O. Box 301  
Toronto, Ontario M5X 1C9  
(416) 352-4600

1250, boulevard René-Lévesque Ouest  
Bureau 3935  
Montréal (Québec) H3B 4W8  
(514) 932-8580

**Valeurs mobilières Desjardins inc.**

2, Complexe Desjardins  
Tour de l'Est, 15<sup>e</sup> étage  
Succursale Desjardins, C.P. 394  
Montréal (Québec) H5B 1J2  
(514) 987-1749

**Valeurs mobilières DPM Inc.**

800 Bay Street  
Suite 600  
Toronto, Ontario M5S 3A9  
(416) 645-4000

**Valeurs Mobilières HSBC (Canada) Inc.**

Toronto-Dominion Centre  
Toronto-Dominion Bank Tower  
66 Wellington Street West  
Suite 5500, P.O. Box 47  
Toronto, Ontario M5J 2W7  
(416) 947-2700

1, Place Ville-Marie  
Bureau 3401  
Montréal (Québec) H3B 3N6  
1 888 813-7171

**Valeurs mobilières Internat D & B Inc.**

2070, rue Drummond  
Bureau 100  
Montréal (Québec) H3G 1W9  
(514) 875-9118

**Valeurs Mobilières KPLV Inc.**

100, boulevard Alexis-Nihon  
Bureau 595  
Saint-Laurent (Québec) H4M 2P1  
(514) 855-0505

**Valeurs mobilières Sprott Inc.**

Royal Bank Plaza  
South Tower  
Suite 3450, P.O. Box 63  
Toronto, Ontario M5J 2J2  
(416) 362-7485

1800, avenue McGill College  
Bureau 2104  
Montréal (Québec) H3A 3J6  
(514) 878-0009

**Valeurs Mobilières TD Inc.**

Toronto-Dominion Centre  
Toronto-Dominion Bank Tower  
27th Floor, P.O. Box 1  
Toronto, Ontario M5K 1A2  
(416) 982-6160

Place de la Cathédrale  
600, boulevard de Maisonneuve Ouest  
29<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H3A 3J2  
(514) 842-6685

**W.D. Latimer Co. Limited**

Toronto-Dominion Centre  
Toronto-Dominion Bank Tower  
Suite 2508, P.O. Box 96  
Toronto, Ontario M5K 1G8  
(416) 363-5631

Tour de la Bourse, Place Victoria  
21<sup>e</sup> étage, C.P. 174  
Montréal (Québec) H4Z 1C8  
(514) 875-4359

**Wolverton Securities Ltd.**

Pacific Centre  
777 Dunsmuir Street  
Suite 1700, P.O. Box 10115  
Vancouver, British Columbia V7Y 1J5  
(604) 622-1000

**Woodstone Capital Inc.**

601 West Cordova Street  
Suite 310  
Vancouver, British Columbia V6B 1G1  
(604) 605-8300

**Yorkton Valeurs Mobilières Inc.**

BCE Place  
181 Bay Street  
Suite 3100  
Toronto, Ontario M5J 2T3  
(416) 864-3500

Bentall 4, 1055 Dunsmuir Street  
Suite 1000, P.O. Box 49333  
Vancouver, British Columbia V7X 1L4  
(604) 640-0400

1250, boulevard René-Lévesque Ouest  
Bureau 3910  
Montréal (Québec) H3B 4W8  
(514) 925-2850

---

**AVOCATS**

Ogilvy, Renaud

**VÉRIFICATEURS**

KPMG s.r.l.

## LES DÉRIVÉS, PLUS ESSENTIELS QUE JAMAIS

En dépit de l'incroyable croissance des marchés dérivés dans le monde, beaucoup d'investisseurs canadiens ne sont pas encore très familiers ou à l'aise avec les dérivés. Ils constituent pourtant un allié indispensable pour toute personne investissant dans le marché boursier. En effet, les dérivés peuvent être extrêmement puissants et efficaces lorsqu'on les utilise à des fins spéculatives, mais on peut également tirer de nombreux avantages d'une utilisation visant à réduire les risques liés aux investissements. À ce titre, ils s'avèrent un outil essentiel pour une gestion prudente de portefeuille ou pour l'établissement d'une stratégie de placement peu risquée.

ISSN 0843-5677

Dépôt légal – 2<sup>e</sup> trimestre 2001

© Bourse de Montréal Inc.

This report is available  
in English upon request.



Bourse  
de Montréal Inc.

Tour de la Bourse  
C. P. 61  
800, square Victoria  
Montréal (Québec)  
H4Z 1A9  
Canada

Téléphone : (514) 871-2424

Sans frais au Canada :

1 800 361-5353

Courrier électronique :

[info@boursedemontreal.com](mailto:info@boursedemontreal.com)

Site Internet : [www.boursedemontreal.com](http://www.boursedemontreal.com)